

# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

PARTENARIAT ALGÉRO-FRANÇAIS

# UN PROJET STRATÉGIQUE DE CINQ MILLIARDS DE DOLLARS

**L**E FORUM de partenariat algéro-français, prévu les 30 et 31 mai prochains à Alger, vise à développer les investissements français en Algérie, notamment dans le domaine des PME, a indiqué, jeudi, le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, M. Mohamed Benmeradi. "Le Forum de partenariat algéro-français des 30 et 31 mai prochains, participe justement de cette volonté de développer les investissements français en Algérie, notamment dans le domaine des PME". Le ministre indiquera, par ailleurs, que ses rencontres avec les représentants des entreprises à Paris, en avril dernier, et avec les institutions françaises, lui ont confirmé l'intérêt que porte la communauté des hommes d'affaires français à l'investissement en Algérie. Le Forum de partenariat algéro-français constituera, également, selon lui, une occasion pour évaluer le travail du Comité de suivi pour le développement des partenariats et des projets d'investissement algéro-français, mis en place fin 2010, aux fins de faire aboutir des projets de partenariat considérés comme prioritaires par les deux pays. Coprésidé par M. Benmeradi et l'ancien Premier ministre français, M. Jean-Pierre Raffarin, ce comité a choisi de contribuer à la concrétisation, essentiellement, des projets de partenariat Alstom-Ferrovial-EMA, Sanofi-Aventis, Saint Gobain-ALVER, Total-Sonatrach, Renault et Gica-Lafarage.

Hiba B.

(Lire en page 24)



■ LE MINISTRE TUNISIEN DU  
TOURISME ET DU  
COMMERCE À ALGER

### Les touristes algériens ciblés

(Page 3)

■ TRIPARTITE

### Les questions d'aspect économique au menu

(Page 3)

■ SOMMET AFRIQUE-G8

### Bouteflika à Paris

(Page 5)

■ MARCHÉ PÉTROLIER

### Vers un prix moyen de 140 dollars en 2012

(Page 9)

M. JOSEPH GED, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NEDJMA AU MAGHREB

## “Nedjma Entreprises occupe la première position dans le segment des entreprises”

(Page 4)



RÉSEAU NADA

## Lancement d'un projet de prise en charge des enfants de la rue

M. ABDERRAHMANE ARAAR, président du réseau "Nada", a annoncé le lancement, jeudi, d'un nouveau projet de prise en charge des enfants de la rue. A cet effet, un gala de sensibilisation et de solidarité avec ces enfants sera organisé à la salle Cosmos (Ryad El-Feth-Alger), a-t-il indiqué en marge de l'ouverture de la 9e rencontre arabo-européenne des scouts. Par ailleurs, un séminaire sur les enfants de la rue sera organisé, dimanche prochain, en coordination avec la commission consultative des droits de l'Homme, a ajouté le même responsable. M. Araar a en outre annoncé le lancement prochain d'un programme intitulé "les amis des tribunaux" portant sur la prise en charge des enfants poursuivis en justice. Il a tenu à rappeler à l'occasion les différents projets réalisés par le réseau dont la prise en charge des détenus au sein des établissements pénitentiaires et leur insertion. Concernant la rencontre arabo-européenne des scouts, M. Araar a mis en exergue l'importance que revêt ce rendez-vous en matière d'échange d'opinions outre ses dimensions culturelle, civilisationnelle, historique et religieuse.

SOUK AHRAS

## Attribution avant fin 2011 de près de 5 800 logements



PAS MOINS de 5 783 logements, tous segments confondus, seront distribués "dans la plus grande transparence et avant fin 2011" dans la wilaya de Souk Ahras, a annoncé le wali, mercredi dernier. Selon le chef de l'exécutif, ces logements, réalisés dans leur ensemble dans les délais impartis, se composent de 1 720 logements publics locatifs, 1 385 logements RHP (résorption de l'habitat précaire), 1 408 logements participatifs, et enfin 1 270 unités rurales. De nouveaux "centres d'habitation" seront réalisés dans les villes de Souk Ahras, de M'Daourouch et de Sedrata, a-t-il dit, avant d'ajouter que tous les programmes d'habitat relevant du quinquennal 2005-2009 "sont achevés à 85 %".

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## M. Rachid Harraoubia à Sétif



LE MINISTRE de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le Pr Rachid Harraoubia, a effectué, hier, une visite de travail dans la wilaya de Sétif, où il a tenu une réunion de travail regroupant ses cadres, au siège de la wilaya. Le ministre a ensuite inspecté plusieurs chantiers de réalisation d'infrastructures universitaires, notamment celui de 10 000 places pédagogiques au niveau du pôle universitaire El Hidhab, dont le taux de réalisation avoisine les 100% pour certaines structures. Les chantiers de réalisation de résidences d'hébergement de 14 000 lits au niveau du même site était également au menu de cette visite du ministre à Sétif.

PORTES OUVERTES SUR LA GENDARMERIE NATIONALE À SÉTIF

## Une opportunité pour le public de découvrir ce corps

LES JOURNÉES "portes ouvertes sur la Gendarmerie nationale" constituent une opportunité pour le public de découvrir cette institution, dont les moyens se modernisent continuellement, a affirmé mercredi à Sétif, un officier du groupement de wilaya de ce corps constitué. "Cette manifestation invite l'ensemble des citoyens à prendre connaissance des réalisations de la Gendarmerie nationale qui a atteint un niveau de compétence dont chaque algérien est en droit d'être fier", a indiqué le commandant Tayeb Draai, qui s'exprimait au nom du général-major, commandant de la Gendarmerie nationale, lors de l'ouverture de journées portes ouvertes sur cette institution. Le développement de ce corps constitué a été réalisé sur la base d'un programme conçu par le commandement, axé essentiellement sur l'investissement dans les ressources humaines, notamment en matière de formation, a souligné cet officier. Les éléments de la Gendarmerie nationale ont reçu une formation de haut niveau, dans les Ecoles et les universités algériennes, ainsi qu'à l'étranger, "ce qui leur permet de maîtriser les technologies les plus récentes et de prouver leurs compétences au quotidien", a-t-il souligné.

EDUCATION NATIONALE

## Le ministre en inspection à la direction de l'éducation d'Alger- centre

M. BOUBEKEUR BENBOUZID, ministre de l'Éducation nationale a inspecté, jeudi dernier, l'état d'avancement de la numérisation de la gestion pédagogique et administrative au niveau de la direction de l'éducation d'Alger-centre. Cette numérisation représente un des objectifs majeurs de l'action d'adaptation et de modernisation de la gestion du secteur. Cet objectif consiste à mettre en relation et en interactivité, à travers le Net, les responsables ainsi que les enseignants et les parents d'élèves dans le cadre d'une gestion informatisée des établissements scolaires.



BAC 2011

## Pas de résultats par téléphone portable

CETTE ANNÉE, les candidats au baccalauréat ne pourront pas connaître leurs résultats via leur téléphone portable. Le ministre de l'Éducation nationale, Boubekeur Benbouzid, a en effet annoncé ce jeudi que les résultats ne seront transmis que grâce à l'affichage dans les établissements scolaires ou sur Internet grâce au site onec.dz. L'an dernier, les lycéens pouvaient envoyer à leur opérateur téléphonique leur numéro d'inscription et recevoir leur résultat par sms. Mais il y avait eu quelques couacs. L'opérateur public Mobilis avait donné de faux résultats. Le ministre s'était d'ailleurs engagé à l'époque à ne plus prendre le moindre risque.

ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

## Les assises se tiendront les 14 et 15 juin au Palais des Nations

ANNONCÉS par le Cnes (Conseil national économique et social), les états généraux devront rassembler toutes les composantes de la société civile. Ils se tiendront, selon le président de ce conseil, les 14 et 15 juin prochain au Palais des Nations. Cette œuvre qualifiée de " majeure et sans précédent " par ses initiateurs doit aboutir sans délais par la mise en place d'une " plate-forme ad hoc pour une réflexion collective largement inclusive de toutes les parties représentatives de la société civile ". Outre les pouvoirs publics, les parties prenantes devant être impliquées par cette initiative sont : " les syndicats, les organisations patronales, les corporations et regroupements socioprofessionnels et/ou catégoriels, le mouvement mutualiste, sociétés savantes, les Conseils nationaux et sections ordinales administrant les magisters de l'éthique et de la déontologie, le cercle de réflexion et d'action, le mouvement associatif et les organisations non gouvernementales. Seront également sollicités les personnalités indépendantes et autres intellectuels nationaux, les têtes de file du réseau expert national ainsi que les équipes leaders irriguant les espaces académique et de recherche, incluant naturellement toutes celles et tous ceux qui, hors de nos frontières, ont vu leurs talents et leurs compétences reconnus ", toujours selon le communiqué du Cnes.

RND

## M. Miloud Chorfi animera une rencontre régionale aujourd'hui

M. MILOUD CHORFI, porte-parole du RND, animera une rencontre régionale des cadres du RND, aujourd'hui à 9 h 30 à la salle des conférences du comité des fêtes (parc d'attraction) de la ville de Sétif. Cette rencontre portera sur le thème : la situation sociale du pays et le soutien indéfectible du RND au programme du président de la République et ses efforts pour la paix et le développement économique.

LE MINISTRE TUNISIEN DU TOURISME ET DU COMMERCE À ALGER

# Les touristes algériens ciblés

LES AUTORITÉS tunisiennes veulent encourager les échanges commerciaux multilatéraux, et notamment avec l'Algérie avec laquelle elles entretiennent d'excellentes relations économiques et commerciales a déclaré jeudi, Mahdi Houas, ministre tunisien du Commerce et du Tourisme, lors d'une conférence organisée à l'hôtel Hilton d'Alger dans le cadre de la promotion de la saison estivale tunisienne en lançant un appel aux Algériens pour passer des vacances en Tunisie dans le cadre, dit-il, de la solidarité avec le peuple tunisien en ces moments difficiles. L'important consiste notamment à combler, le déficit et les pertes évalués à 4 milliards de dollars enregistrés durant les dix derniers mois. Ainsi, le gouvernement tunisien table sur l'afflux massif des touristes étrangers en Tunisie, pays dont la principale rentrée de devises réside dans les recettes provenant du tourisme. Ainsi, le ministre du Commerce et du Tourisme de la Tunisie a longuement abordé la question de l'accueil des touristes algériens durant la période estivale



2011 en exposant la stratégie de son pays en matière de réhabilitation des activités touristiques, nettement en régression depuis la révolution du "Jasmin".

Le ministre relate la politique économique de son pays, le redéploiement des moyens et infrastructures touristiques dans la perspective de la saison touristique et les relations bilatérales entre l'Algérie et la Tunisie. Pas moins de 35 mil-

liards de dollars ont été consentis par les dirigeants du Sommet du G8 au profit des pays arabes touchés par le vent des changements révolutionnaires et populaires, à savoir la Tunisie et l'Égypte. "La commission a organisé une conférence de presse dimanche dernier et les élections auront lieu le 24 juillet. Il appartient au président de la République tunisienne de la faire changer, et non pas à la commission. La

commission électorale est seulement consultative", a-t-il précisé lors des débats avec les journalistes et les responsables d'agences de voyages spécialisés dans la vente des produits touristiques tunisiens. La Tunisie est aujourd'hui un grand pays ayant franchi un cap important au même niveau, que tous les autres pays évolués ayant obtenu des financements pour la relance de leurs économies, le Portugal à hauteur de 75 milliards d'euros, la Grèce à hauteur de 200 milliards d'euros, qui ont eu ces financements non pas parce qu'ils appartiennent à l'Europe, non pas parce qu'ils sont développés, mais parce qu'ils partagent les mêmes idéaux politiques et aspirations au développement économique et humain. "Il y a une économie à mettre sur rails, et c'est l'objectif du gouvernement auquel j'appartiens. Les élections seront libres et le verdict et les résultats transparents seront connus au lendemain du 24 juillet", a-t-il souligné. L'objectif sera notamment de rééquilibrer la Constitution et organiser des élections, et l'impulsion économique imprimée aujourd'hui influence l'issue des élections. Il s'agit, selon lui, de trouver des solu-

tions pour les 700 000 chômeurs qui se sont révoltés pour que la Tunisie change de politique et de régime. La Tunisie n'est pas en mesure de leur donner des réponses réelles si on ne réalise pas, poursuit-il, un décollage économique en relançant l'économie et l'emploi. "Ils doivent illuminer leurs pays, car avoir des sommités et des compétences algériennes ou tunisiennes à l'étranger doivent revenir dans leurs pays d'origine", soutient-il à propos de la contribution que peuvent apporter les compétences tunisiennes installées à l'étranger. Une campagne de sensibilisation, à l'endroit des touristes algériens, dont plus d'un million ont visité la Tunisie en 2010, sera lancée le 5 juin prochain sur les médias algériens et notamment sur les ondes de la Radio algérienne. Faut-il souligner que les touristes algériens ont sauvé la saison estivale tunisienne en 2008 en se rendant en masse dans ce pays voisin de l'Est dont l'histoire commune remonte à la période de la guerre de Libération nationale. Sakiet Sidi Youssef meurtrie garde encore les séquelles.

Meziane Atmani

TRIPARTITE

## Les questions d'aspect économique au menu

LES TRAVAUX de la tripartite (gouvernement-centrale syndicale-patronat) qui se tiennent aujourd'hui concerneront des questions en relation avec l'aspect économique et l'amélioration du climat d'investissement. Cette réunion vient concrétiser la décision du président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika qui avait, lors de la réunion du Conseil des ministres du 2 mai dernier, chargé le gouvernement de convier rapidement ses partenaires économiques et sociaux à une concertation tripartite exclusivement consacrée aux voies et moyens pour soutenir le développement de l'entreprise économique. On s'attend donc lors des travaux, à voir se renforcer les moyens de promouvoir les performances de l'entreprise économique et de l'investissement en faveur de la création de nouveaux emplois.

D'ailleurs, les organisateurs assurent que l'objectif de cette réunion est la relance de l'activité économique nationale. Ainsi on aura regroupé aujourd'hui, la délégation du gouvernement, dirigée par le Premier ministre, M. Ahmed Ouyahia, celle de l'UGTA et plusieurs organisations patronales publiques et privées, dont le Forum des chefs d'entreprise (FCE), sans oublier la délégation des Sociétés de gestion des participations de l'Etat. Il est important de souligner que les conclusions de cette concertation et des chantiers dont elle pourrait

convenir, seront mises en œuvre au cours de cette année. C'est ainsi qu'on prévoit la constitution de trois groupes de travail tripartites à l'issue de cette réunion d'une journée. Les thèmes au menu des travaux sont l'entreprise, son environnement et l'investissement. Les groupes de travail devront déposer leurs conclusions au plus tard à la fin du mois de juin.

Du côté des organisations patronales, elles se sont déjà concertées sur les voies et moyens d'améliorer l'environnement de l'entreprise et d'instaurer un climat propice aux affaires et à l'investissement. Reste juste le consensus à trouver entre ses professionnels.

Par contre, il y a lieu de noter un point commun à ces organisations patronales : il s'agit de celui de la nécessité de procéder, au cours des travaux de cette rencontre d'aujourd'hui, à une évaluation des politiques économiques menées jusque là et de se prononcer sur toutes les mesures susceptibles de relancer l'économie nationale.

Il y a lieu de noter que la promotion de la femme dans le domaine économique à travers la contribution à la création d'entreprises dans diverses activités serait certainement abordée. D'autant qu'on relève que 8,2 % de femmes chefs d'entreprise sont recensées au registre du commerce. Elles activent notamment dans les domaines d'industrie, des travaux publics, de l'artisanat et des services. Les

femmes représentent actuellement 15,1 % de la population active. La promotion du secteur de la PME-PMI, de lutte contre le chômage, de diversification des exportations, et la stabilisation du cadre législatif, sont autant d'atouts permettant à l'économie nationale de se développer.

Les PME génèrent 80% des richesses hors hydrocarbure en employant la plus grande partie de la main-d'œuvre nationale.

Ce qui constitue la clé de la politique d'investissement et de la croissance. De son côté, l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a tenu plus de 35 réunions avec les Fédérations nationales affiliées à la Centrale syndicale autour de la question du développement de l'entreprise et de la promotion d'un climat favorable à l'investissement. Le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, a affirmé que son organisation axera sa participation à cette tripartite sur l'importance de la promotion de la production nationale. Enfin et à propos de l'UGTA, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Mme Louiza Hanoune a exprimé, jeudi dernier à Alger, son souhait de voir cette Union générale des travailleurs algériens (UGTA) apporter son soutien au secteur public puis au secteur privé créateur d'emploi lors de la prochaine Tripartite prévue aujourd'hui.

Saïd Ben

## LA CONJONCTURE

de Nabil Benbachir

### La prospérité prise en otage

IL NOUS est arrivé à tous et ce, sans véritable recueil de statistiques, de colporter la thèse selon laquelle il existe un consensus dans le sens où il est admis que la misère est le principal terreau du terrorisme. Alors, la suite logique aurait été de révéler le constat d'une grave contradiction, à savoir investir dans la mondialisation de la lutte contre le terrorisme, mais pas dans la mondialisation de la lutte contre ses causes socioéconomiques, ce qui revient bien à dire que le monde se trouve ainsi fatalement devant l'insuffisance des moyens utilisés. Et pourtant, notre pays a, depuis longtemps, tout fait pour enraciner dans le monde l'idée fondamentale qu'il faudrait mondialiser aussi bien la coopération opérationnelle et solidaire contre le terrorisme que la coopération opérationnelle et également solidaire pour promouvoir et partager la prospérité. Si le terrorisme est un phénomène transfrontalier, nous militons pour que la prospérité devienne également un phénomène transfrontalier. Pourquoi faudrait-il que les grandes puissances acceptent de faire de la lutte contre le terrorisme une cause internationale, plutôt mondiale, alors qu'elles n'ont pas cette ambition pour la prospérité ? On sait bien que la mondialisation nous est imposée, le " nous " ne désigne pas que notre pays. Pratiquement tous les pays du monde, y compris bien sûr les pays en développement, qui en sont concernés et en sont conscients. Que nous faudrait-il faire pour que nous n'en soyons pas les victimes toutes désignées ? On nous dit que non seulement il faudrait engager et mener à bien les réformes qui nous permettraient de nous y adapter, mais en plus, il nous faudrait, à nous qui sommes appelés les pays du Sud, à travers tous les continents, nous rapprocher sur tous les plans, à la fois pour que nous coopérons ensemble en rendant nos économies complémentaires, en faisant bénéficier nos pays respectifs de nos connaissances technologiques, et également pour renforcer notre solidarité. Pourrait-il y avoir en la matière une coopération qui ne revête pas la forme d'une guerre économique, mais celle d'une coopération selon le principe du " gagnant-gagnant " de façon à ce qu'il n'y ait ni vaincus, ni vainqueurs ? Peut-elle réellement exister et devenir viable une mondialisation qui signifierait confrontation dans le contexte d'un système mondial unipolaire et où les intérêts de la diplomatie économique s'appuient sur les moyens de la diplomatie de coercition, c'est-à-dire, en fin de compte, sur l'instrumentalisation de l'outil militaire ? La mondialisation ne doit pas concerner que les problèmes des grandes puissances et pas ceux des pays en développement pour aider à trouver des solutions mondiales.

N.B.

M JOSEPH GED, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NEDJMA AU MAGHREB

## "Nedjma Entreprises occupe la première position dans le segment des entreprises"

Entretien réalisé par  
Meziane Atmani

**Leader des multimédias en Algérie, l'opérateur de la téléphonie mobile, Nedjma, revient cette semaine au devant de la scène pour promouvoir et encourager ses différents partenaires dans l'acquisition et de l'utilisation des nouvelles solutions dédiées aux entreprises algériennes.**



C'EST ainsi qu'un événement grandiose a été organisé, mercredi dans la soirée, l'hôtel Sheraton, par Nedjma Entreprises (NE), une entité de Nedjma, dédiée aux entreprises en général et aux PME / PMI en particulier. Huit (8) entreprises dont notamment ETRHB et SEEAL ont été honorées à cette occasion par Nedjma Entreprises, en présence des personnalités nationales et de nombreux ambassadeurs étrangers accrédités à Alger, dont notamment ceux du Qatar, du Koweït, de l'Arabie saoudite et d'Oman. M. Joseph Ged, directeur général, a insisté dans son message sur les efforts consentis par le premier opérateur des multimédias en Algérie et les conquêtes de parts de marché dans un secteur caractérisé par une forte concurrence. C'est ainsi qu'il a mis l'ac-

cent sur l'importance de l'utilisation des nouvelles solutions dédiées aux entreprises algériennes, qu'elles soient des utilisatrices intensives ou modérées. Le DG de Nedjma a insisté aussi sur les enjeux de l'intégration économique des PME / PMI par le biais de solutions d'accompagnement par Nedjma Entreprises en vue de favoriser la création de richesses et la compétitivité. En marge de l'événement, M. Ged a tenu à répondre aux questions de la presse nationale...

### En quoi consiste l'événement d'aujourd'hui ?

C'était prévu auparavant d'organiser cet événement durant le ramadhan. Mais nous avons décidé de l'avancer pour en faire un grand de l'année. Il est signé par Nedjma Entreprises, une entité, dédiée au sein de Nedjma, aux entreprises. C'est avec plaisir

et humilité que je vous annonce aujourd'hui que Nedjma Entreprises occupe la première position entre les opérateurs dans le segment Entreprises. Ainsi, nous avons enregistré un taux de croissance de 400% depuis 2007 à la fin de l'année 2010. Aujourd'hui, le parc d'abonnés de Nedjma Entreprises est devenu le 1er parc entreprises sur le marché de la téléphonie mobile en Algérie. Il s'agit pourtant d'un secteur le plus compliqué et le plus sensible à acquérir et à retenir en particulier.

C'est pourquoi nous pouvons dire que nous sommes fiers et je suis fier personnellement de l'équipe de Nedjma Entreprises qui a réalisé un excellent travail pour atteindre de tels résultats. Et pour arriver à un tel point, nous avons opté pour une stratégie basée sur de solutions et non pas un service de voix et de

SMS. Les solutions sont intégrées au niveau notamment de la Data, de la télémétrie, de la télégestion et de la géolocalisation, en offrant des services pour les compagnies qui ont des licences et toujours avec des solutions qui peuvent faire des économies aux entreprises et notamment pour les PME/PMI. Il y a de grandes réussites pour nos offres. Dans les prochaines semaines, nous aurons d'autres nouveautés pour Nedjma Entreprises.

### En termes de pourcentage, que représente cela selon vous ?

C'est difficile de répondre avec précision. Mais au niveau du chiffre d'affaires, cela représente 10% environ. Ce qui est considérable pour Nedjma. Le taux de croissance de Nedjma est important. Nous avons eu 25 % de croissance en 2008 ; au niveau du chiffre d'affaires et 45 % au niveau des résultats financiers. Le premier trimestre de l'année en cours, nous avons réalisé une croissance de 38 % au plan du chiffre d'affaires et de 51 % au niveau des résultats financiers. Le taux de croissance de Nedjma Entreprises dépasse le taux de croissance de Nedjma. C'est une stratégie de groupe, une stratégie des actionnaires qataris pour renforcer nos positions en Algérie. Et il s'agit de démontrer, encore une fois, que nous sommes là en Algérie, à long terme, corps et âme; pour apporter de nouvelles technologies. Notre stratégie à long terme consiste en la participation des Algériens à la croissance de la richesse financière de l'Algérie. Et la meilleure option que nous avons retenue est d'ouvrir une partie de notre capital

dans le cadre du marché boursier algérien. Il y a eu quelques exemples de réussites. C'est pourquoi nous avons entamé des discussions avec le DG de la Bourse d'Alger. Nous comptons, en effet, durant cette année 2011, renforcer notre positionnement et notre rentabilité financière en Algérie. J'espère que d'ici la fin de l'année ou le début de l'année 2012, nous allons faire les premiers pas dans le marché boursier algérien. Nous sommes actuellement en train d'étudier les différents scénarios. Je dois dire que notre objectif n'est pas de collecter des fonds du marché, mais une ouverture sur le marché algérien et donner une possibilité aux Algériens d'être des actionnaires au sein de Nedjma.

### Quelle a été la réponse du DG de la Bourse d'Alger ?

Nous l'avons saisi il y a plusieurs mois. Sa réponse a été très positive et ouverte. Nous voyons que la Bourse d'Alger représente une opportunité pour Nedjma. Mais Nedjma pourrait aussi apporter une redynamisation de la Bourse. Je crois qu'il y a une grande ouverture d'esprit et beaucoup d'optimisme.

### Qu'en est-il de la 3 G ?

Nous attendons toujours le lancement. Elle est importante pour les entreprises et pour la presse. Si par exemple vous êtes à Djelfa ou ailleurs, vous pouvez prendre des photos et les envoyer en l'espace d'une seconde à votre journal, dans les limites du bouclage.

Propos recueillis par M.A.

MAROC - ALGÉRIE

## Rabat favorable à la réouverture des frontières

LA SOCIÉTÉ nationale de radiodiffusion et de télévision (SNRT) dispose des droits de retransmission du match Maroc-Algérie prévu le 4 juin à Marrakech, a affirmé, jeudi, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Khalid Naciri. " C'est l'occasion de dire nos sentiments qui accompagnent l'équipe nationale du Maroc pour quelle donne le meilleur d'elle-même, et elle en est capable, dans le plein respect de la fraternité maghrébine, de la bonne prestation footballistique et dans un esprit sportif comme il sied en de pareilles circonstances ", a souligné M. Naciri lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement réuni jeudi sous la présidence du Premier ministre, M. Abbas El Fassi. Sur un autre registre, le ministre a réitéré l'entière disposition du Maroc à rouvrir, dès maintenant, ses frontières avec l'Algérie. Il a ajouté que des rencontres " fraternelles, formelles ou informelles, avec nos frères algériens peuvent avoir lieu ou non car les conditions appropriées pour créer une dynamique de négociations sérieuses et profondes entre le Maroc et l'Algérie n'ont pas encore suffisamment mûri ". " Nous, Marocains, et l'histoire en est témoin, nous n'avons eu de cesse de tendre la main avec fraternité, sincérité à nos frères algériens ", a insisté M. Naciri.

Le football réussira-t-il là où la diplomatie officielle a échoué ? S'est interrogé le ministre, avant d'indiquer qu'au moment où nous devons garder le maximum de confiance, nous devons, en même temps, faire montre de réalisme dans nos relations avec l'Algérie.



WATANIYA TÉLÉCOM Algérie-Nedjma a organisé, mercredi dernier à l'Hôtel Sheraton- Club des Pins à Alger, une soirée conviviale en l'honneur des entreprises partenaires issues des différents secteurs d'activité. Des chefs d'entreprise, des représentants du corps diplomatique accrédité et plusieurs invités de marque ont assisté à cette soirée lors de laquelle les huit meilleurs partenaires en termes de fidélité, de nombre d'abonnés et d'utilisation des solutions entreprises Nedjma ont été récompensés. A cette

occasion, et s'adressant aux représentants des entreprises partenaires, le Directeur général, M. Joseph Ged a notamment déclaré : " Grâce à vous, Nedjma s'adjuge aujourd'hui la place de leader sur le marché algérien des télécommunications dans le segment des solutions entreprises. Le succès de nos produits est tel que le nombre d'abonnés utilisant nos offres pour entreprises a enregistré une progression de 400% entre 2007 et 2010. Nedjma restera à votre écoute pour vous soutenir, vous accompagner et mettre à votre

disposition les meilleures offres Voix et Data en termes de flexibilité, de performance et de coût. Nous espérons, à l'avenir, renforcer notre partenariat pour l'essor de l'entreprise algérienne." Lors de cette cérémonie, qui constitue un espace d'échanges entre Nedjma et ses partenaires, les invités ont été gratifiés d'un dîner-spectacle haut en couleur dans une ambiance chaleureuse et détendue. Le volet artistique a été assuré par le groupe El Bahdja, Mohamed Redha et la troupe folklorique Choghli de Djanet. Aussi, cette rencontre constitue une excellente opportunité pour Nedjma de rappeler les relations privilégiées qui la lient à ces entreprises partenaires et sa volonté d'offrir des services répondant à leurs attentes. Une volonté qui se traduit par un large choix de solutions dédiées aux entreprises lancées par Nedjma et qui sont à la fois les plus innovantes et avantageuses pour le segment des entreprises.

## URGENT

Cherche pour cours intensifs professeur de français Bac français (lycée international).

Tél : 0770 24 90 17

SOMMET AFRIQUE-G8

# Bouteflika à Paris

**Le chef de l'Etat, M. Abdelaziz Bouteflika, est arrivé, jeudi passé, à Paris, pour prendre part, au Segment Afrique du Sommet du G8 qui s'est ouvert hier, à Daville en France.**



LE PRÉSIDENT Bouteflika représentera l'Afrique à cette réunion aux côtés de ses homologues des pays initiateurs du Nepad, du Premier ministre de l'Ethiopie en sa qualité de président en exercice du Comité d'orientation du Nepad, et du président de la Commission de l'Union, M. Jean Ping. Le Sommet Afrique-G8 est consacré essentiellement à un volet économique et à un autre politique, qui prendra en charge

les crises régionales, notamment au Soudan et en Somalie. Il sera également question de la lutte antiterroriste et de ses connexions, notamment le phénomène de la drogue, le trafic des êtres humains et la circulation des armes légères. Pour le volet développement, le Sommet se penchera sur la croissance économique de l'Afrique, dont le taux de croissance pourrait dépasser les 5 % dans les prochains mois. Une attention particulière a été portée par les chefs d'Etat du G8 et

les leaders africains au rôle des infrastructures dans l'intégration régionale, à l'énergie et aux changements climatiques. Les dirigeants africains, particulièrement les promoteurs du Nepad, dont le président Bouteflika, sont régulièrement invités à un dialogue avec leurs homologues du G8 sur l'état de la coopération avec l'Afrique. Ce dialogue avait commencé en 2000 à l'occasion du Sommet du G8 organisé par le Japon à Okinawa. Le groupe Afrique, dit G53, est composé de cinq

chefs d'Etat fondateurs du Nepad, ainsi que la présidence en exercice de l'Union africaine (UA), la présidence du comité d'orientation du Nepad et la présidence de la Commission de l'UA. Faut-il encore rappeler à ce sujet que les pays initiateurs du Nepad sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Egypte, le Nigeria et le Sénégal. En revanche les membres du G8 la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Russie, l'Allemagne, le Japon, l'Italie et le Canada représentent 15% de la population mondiale, 65% du PIB, et les deux tiers du commerce international.

Lyna D.

## PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

### Quel potentiel en Méditerranée ?

" RELEVER le défi des infrastructures en Méditerranée , le potentiel des partenariats public-privé ", tel est l'objet de la 9e conférence FEMIP organisée le 30 mai à Casablanca. La Banque européenne d'investissement y lancera un vaste programme d'assistance technique envers neuf pays de la région. La Banque européenne d'investissement (BEI) est l'institution financière de l'Union européenne et le premier investisseur financier en Méditerranée via la facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat, créée en 2002. La FEMIP soutient de manière très concrète le développement économique et social de la Méditerranée, dans l'objectif d'améliorer les conditions de vie dans les pays partenaires. Cet engagement représentait à la fin de l'année 2010 un investissement global de plus de 12 milliards d'euros. En vue de mobiliser l'infrastructure publique et les services publics au sud et à l'est de la Méditerranée et d'améliorer le bien-être des populations de la région, d'importants investissements estimés à 300 milliards d'euros d'ici à 2030, sont nécessaires dans des domaines de l'eau, de l'énergie, de l'assainissement, des écoles et universités, des hôpitaux ou encore des transports. A cet effet, le développement de partenariats public-privé (PPP) peut participer à la réalisation de ces objectifs, en mobilisant des financements pour de tels projets et en accélérant le transfert de savoir-faire technique et managérial. Les PPP se sont révélés, dans plusieurs pays et notamment en Europe, un important levier de modernisation, pour autant que l'environnement institutionnel et juridique soit adapté à leur développement. Le partenariat public-privé (PPP) est un mode de financement par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financier, réaliser et gérer un équipement assurant ou contribuant au service public. Le partenaire privé reçoit en contrepartie un loyer du partenaire public et / ou des usagers du service qu'il gère. Au sens large, ce mode inclut à la fois les concessions, les contrats de partenariat (concessions à risques partagés) et les partenariats public-privé (PPP). C'est pour débattre des conditions nécessaires à la réalisation de tels partenariats en Méditerranée que le ministère marocain de l'Economie et des Finances, la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Association des chambres de commerce et d'industrie méditerranéennes (Ascame) réunissent, le 30 mai à Casablanca (Maroc), les acteurs clés issus de deux rives autour du thème " relever le défi des infrastructures en Méditerranée, le potentiel des partenariats public-privé ". Cette conférence répond à un triple objectif : faire connaître les projets en cours, les réalisations en PPP récentes et les enseignements en tirer et, au vu des changements récents dans la région méditerranéenne, notamment les perspectives offertes aux partenariats public-privé en termes de rentabilité, de répartition des risques, de cadre juridique et administratif adaptés. Inciter les pays partenaires à accroître rapidement leur capacité à mobiliser le secteur privé et à renforcer leur attractivité aux investissements directs étrangers (IDE). Poursuivre une action commune de PPP en Méditerranée et mettre à disposition des pays qui en exprimeront le souhait des moyens financiers, opérationnels et techniques adéquats. La BEI a en effet décidé de lancer un ambitieux programme d'assistance technique en Méditerranée sur la période 2011-2013, visant à faire progresser l'utilisation des PPP et accélérer le transfert de savoir-faire et de technologies sur la base de projets pilotes. Pays partenaires de la FEMIP : Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie, Territoires palestiniens, Syrie, Liban. Les discussions s'appuieront sur une étude dévoilée le jour même, qui fait état du potentiel légal et financier des PPP dans ces pays, et propose des pistes de recommandations opérationnelles et concrètes pour une mise en œuvre optimale ; établir un cadre légal général à ces contrats (organiser la gouvernance des secteurs concernés et les conditions de la solvabilité des projets, tels que les tarifs des eaux, de l'électricité, des ordures, des transports) et de lois sectorielles (définir les priorités d'investissements, les limites d'implication du secteur public, les objectifs sociaux à atteindre). Former les administrations nationales et décentralisées (villes, régions) qui seront à l'initiative des projets et négocieront les contrats avec les entreprises adjudicatrices souvent plus expérimentées. Développer le secteur financier local, à même d'orienter l'épargne (locale ou internationale) vers ces projets et d'apporter les solutions d'ingénierie financière adaptées.

Ahmed Saber

## DÉVELOPPEMENT RURAL

### Intégration, vulgarisation agricole et forestière au menu



DANS LE cadre de la mise en œuvre du programme de renforcement des capacités humaines et d'assistance (PRCHAT), le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, par le biais de ses services de la formation et de la vulgarisation, a organisé les 25 et 26 mai 2011, au siège du Centre de formation des agents techniques spécialisées des forêts (CFATSF) de Jijel, une rencontre nationale sous le thème : " Le développement rural intégré, vulgarisation agricole et forestière et expériences de terrain ". Ont pris part à cette rencontre des spécialistes de la communication et de la vulgarisation, des journalistes de la presse nationale, des vulgarisateurs, des facilitateurs, des animateurs ruraux, des cadres des SGP (Société de gestion des participations), de la

Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA), de l'Office Algérien interprofessionnel des céréales (OaIC) et des cadres de la profession agricole, des enseignants chercheurs de l'Ecole nationale supérieure agronomique (ENSA), les coordinateurs régionaux du comité de coordination de la recherche agronomique, forestière et de l'assistance technique (CCCRAFAT). Tout en contribuant à cerner les concepts, les fondements et les théories avancées en matière de développement rural, cette rencontre nationale permettra de donner des aperçus sur la stratégie adoptée en Algérie en matière de développement rural, ses outils et son mode opérationnels sur le terrain à travers les projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI). Elle se veut également une occa-

sion de présenter des études de cas de PPDRI, et de mise en place d'une approche intégrée de communications et de vulgarisation dans laquelle se rencontrent les partenaires concernés par la mise en œuvre de la politique de renouveau agricole et rural. Cette dernière, il faut le rappeler, a été mise en application sur le terrain à travers un plan opérationnel et des PPDRI auxquels, ont privilégié la participation des populations rurales. A ce titre, la situation arrêtée au 1er trimestre 2011, indique qu'un total de 4 195 PPDRI ont été formulés et approuvés au niveau local. L'objectif global retenu au titre des contrats de performances de 3 976 projets à formuler et à valider avec la participation des populations rurales et des collectivités locales. Plus de 2 700 PPDRI sont actuellement mis en œuvre dans près de 2 769 localités rurales, situées dans 1 043 communes au bénéfice de plus de 425 000 ménages ruraux. Les résultats obtenus dans la mise œuvre de la politique du renouveau agricole et rural sont à consolider et à renforcer à travers le recentrage de la démarche de communication et de vulgarisation en destination des populations rurales. Cette démarche demeure indispensable d'autant plus que le monde rural est en train de connaître un changement radical dans sa promotion.

Wahid Zitouni

## BRÈVES DE MÉDÉA

### Taфраout 50 familles déplacées, dans l'expectative

AU MOMENT où l'Etat encourage les villageois à reprendre vie dans leur environnement naturel, 50 familles déplacées de Ouled Noubi, commune de Taфраout, restent tributaires des mesures d'accompagnement, à savoir le PPDR qui a connu un engouement des plus mobilisateurs. " Nous attendons l'opportunité de construire nos logements, la réfection des équipements détruits par les terroristes et le soutien agricole ", précisent-ils.

### Béni-Slimane écroué pour vol de chèques postaux

UN INDIVIDU répondant aux initiales R.C. âgé de 33 ans, auteur d'une série de vols de chèques postaux, au niveau de l'agence de Béni-Slimane, a été finalement alpagué en fin de semaine, par la BMPJ. Il a été placé sous mandat de dépôt.

### Les citoyens ferment l'APC de Sidi Naâmane

EN FIN de semaine, le siège de l'APC a été fermé par les habitants du Village Cheraïa commune de Sidi Naâmane. A bout de patience, après maintes promesses de prise en charge d'un tronçon routier de 3 km les reliant au chef-lieu communal, les contestataires ont fermé les portes de la mairie.

### Un jeune fauché par un camion

UN JEUNE, répondant aux initiales O.A. âgé de 18 ans, a été percuté mortellement par un camion sur la RN 1 traversant la commune de Chahbounia, 100 km au sud de Médéa. L'infortuné roulait à moto lorsqu'il a été renversé par un camion, et ce fut le drame.

## BRÈVES DE DJELFA

### Un jeune s'est immolé par le feu

UN JEUNE de 30 ans a tenté, avant-hier, de s'immoler par le feu à l'intérieur du siège de la daïra de Djelfa. En quête de logement, le malheureux s'est aspergé d'essence avant de mettre le feu à son corps. Il a été transféré au service des grands brûlés de l'hôpital de la ville, où son état est jugé très grave.

### Les demandeurs d'emploi de Sidi Ladjet en colère

UNE CENTAINE de jeunes demandeurs d'emploi ont fermé, jeudi dernier, l'accès à la mairie de Sidi Ladjet, pour protester contre ce qu'ils considèrent comme injustice dans la méthode utilisée pour le recrutement des travailleurs hors wilaya.

A.M

## CONSTANTINE

## Le tramway arrive

" LA WILAYA de Constantine réceptionnera le projet du tramway au deuxième semestre de l'année prochaine (fin 2012), ce qui permettra de réaliser un changement radical sur le plan du transport au niveau de la ville. Cette dernière connaît une grande circulation ces dernières années à cause des chantiers, ainsi que la démographie élevée. Considérée comme capitale de l'est du pays, elle est l'une des plus grandes villes d'Algérie ", c'est ce qu'a déclaré le directeur du transport de la wilaya. Tout en rappelant qu'il y a eu quelques retards concernant le projet du " Tramway ", et ce à la suite à une modification de sa longueur qui est passée de 9 à 22 kilomètres, et qui devait être fonctionnelle avant la fin de l'année 2009.

A cet effet, le même responsable a ajouté que la société italienne chargée de ce projet a réalisé 20% du total du projet jusqu'à la fin de la semaine passée, correspondant à 2 km sur un total de 9,8 km relatif à la première ligne, qui lie la station Benabdelmalek à celle



de Slimane Zuaghi au niveau du centre-ville. Un rendement peu convaincant et très lent vu les effets négatifs que génère ce projet sur la vie quotidienne des citoyens, qui demandent et espèrent voir ce moyen de transport le plus tôt possible, dans l'attente de la réalisation de la deuxième tranche qui sera prolongée jusqu'à la nouvelle ville Ali Mendjeli. Pour éviter l'encombrement au niveau de cette ville, le directeur des transports a annoncé que la wilaya procédera au lancement d'un nouveau plan de transport, avec

la coordination assemblées populaires communales et de la wilaya, cela pourra diminuer l'encombrement au niveau des rues principales comme la rue de 19 Juin et Larbi Ben M'hidi qui connaissent un grand trafic tout au long de la journée. Cette station Zamouche renforcée par plusieurs étages, a été inaugurée au début de cette année après 20 ans de travaux et un coût financier d'environ 70 milliards, n'exploite que 40% de sa capacité qui arrive à 632 voitures.

Wahab.K

## TIPAZA

## Fête des cultures maraîchères

LE SIÈGE de la chambre de l'agriculture de la wilaya (CAWA) connu l'ouverture de la huitième édition de la fête des cultures maraîchères de la wilaya de Tipaza, ce jeudi dernier, sous le signe de la "maîtrise du mode culturel pour l'obtention d'un produit sain". De nombreux producteurs venus de Menaceur, Damous, Gouraya, Cherchell et de la zone Mitidja ont participé à cette manifestation qui a constitué une occasion pour le président d'évoquer avec les agriculteurs la problématique de la relève dans le secteur agricole, en incitant les responsables des grandes exploitations à "s'impliquer dans la formation des jeunes". Signalons aussi qu'une superficie de 15.000 ha est consacrée à la culture des produits maraîchers (tomate, poivrons, piments, pomme de terre, concombre, petits pois, fèves), dont 7% (environ 1.000 ha) en plasticulture, a révélé le responsable de la chambre de

l'agriculture, précisant que la wilaya produit, "bon an mal an", plus de 3,5 millions de quintaux de produits maraîchers. Cette production donne à la wilaya de Tipaza le statut de leadership national en ce qui concerne les cultures maraîchères. Outre son intérêt scientifique, cette édition a permis également aux participants et autres agriculteurs de se mettre à jour et de s'informer sur les nouvelles techniques agricoles, ainsi que sur le matériel et autres produits phytosanitaires utilisés pour obtenir de meilleurs rendements. Concernant les techniques de marketing, la réflexion, qui est engagée en matière de développement des filières, permet aussi d'identifier les leaders dans les filières et les orienter dans la maîtrise de la commercialisation de leurs produits, que ce soit au niveau national ou à l'étranger. Dans la wilaya de Tipaza, les leaders en matière de produits maraîchers sont des agric-

culteurs installés dans les communes de Douaouda, Bou Ismail, Chaïba et Damous, a signalé à cet égard le même responsable. Cette 8<sup>ème</sup> édition a vu la participation de nombreux agriculteurs qui ont été exhortés à valoriser leur production agricole pour encourager l'investissement dans ce créneau et contourner les problèmes de commercialisation et de transformation des produits agricoles, en proposant un certain nombre de recommandations en matière, notamment, d'utilisation des produits phytosanitaires et d'irrigation. La seconde journée de cette manifestation sera marquée par la visite d'une pépinière à Zralda pour la production de semences, une visite de l'exposition des produits maraîchers ainsi qu'une cérémonie de remise de diplômes d'honneur aux meilleurs producteurs de la wilaya pour l'année 2011.

A.Kehila

## VILLES-EXTENSION

### L'étude technique du nouveau pôle urbain de Khenchela fin prête

UNE étude technique portant sur la création à Khenchela d'un nouveau pôle urbain de 87 hectares vient d'être finalisée, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de l'urbanisme et de la construction (DUC). L'étude, élaborée par un bureau spécialisé, dans le cadre du plan d'occupation des sols (POS) pour accueillir plusieurs projets d'habitat et des équipements publics, a été financée à hauteur de 2,5 millions de dinars, selon la même source. Ce site d'extension urbaine, retenu au titre du programme quinquennal 2010-2014 devra également accueillir plu-

sieurs sièges de directions, une maison de jeunes, un centre culturel, une salle de sport et des établissements scolaires. La zone en question constituera une "future vitrine urbaine" du chef-lieu de wilaya, selon la même source. Situé au confluent des carrefours desservant les wilayas de Batna, de Tébessa et doum El Bouaghi, ce pôle urbain générera, durant la phase de réalisation, un "grand nombre d'emplois", a-t-on encore affirmé à la DUC.

W.K

A.M

## BRÈVES DE LAGHOUCAT

### Une mosquée-pôle et un institut



LE SECTEUR des affaires religieuses dans la wilaya de Laghouat a bénéficié d'une dotation budgétaire de 900 millions de DA destinés à la construction d'une mosquée-pôle, la 5e du genre au niveau national ainsi que d'un institut pour la formation des cadres à hauteur de 23 millions de dinars. Pour rappel, 132 lieux de culte encadrés par 148 fonctionnaires sont recensés dans la région.

### L'hôpital traîne

LE PROJET de réalisation d'un hôpital de 240 lits à Laghouat ne décolle pas encore. Cet établissement destiné à desservir la pression sur celui de " Ahmida Benadjila " édifié dans les années 1980 en préfabriqué, n'a pas suscité d'offres nationales et internationales.

### Plus de 19 milliards pour les routes

L'IMPORTANT programme de développement alloué à Laghouat, au secteur des infrastructures de base, au titre du plan quinquennal 2010-2014, devrait donner un élan décisif au développement socioéconomique. Dans cette optique, le secteur des travaux publics, a bénéficié d'une enveloppe financière de 19 milliards de DA, qui s'articulera autour de la sécurisation de nombreux ouvrages, la création de nouvelles voies de communication, la modernisation de plusieurs axes.

### 3 200 logements pour la R.H.P

DANS le cadre des efforts déployés en matière de lutte contre l'habitat précaire, la wilaya de Laghouat a lancé des travaux pour la concrétisation de 3.200 unités réparties entre les communes de Bellil (1.200 unités), Aflou (500 unités), et Laghouat (812 unités). " Ce programme est une bouffée d'oxygène pour éliminer ce phénomène qui pèse de tout son poids sur l'espace urbain ", souligne un élu.

### Prévisions météo

O ran

Jour: Ensoleillé  
Max : 26°C  
Min : 13°C  
Humidité relative: 54%

Alger

Jour: Ensoleillé  
Max : 27°C  
Min : 13°C  
Humidité relative: 55%

Annaba

Jour: Ensoleillé  
Max : 26°C  
Min : 14°C  
Humidité relative: 56%

# Face aux enjeux de la mondialisation, l'intégration maghrébine, une nécessité historique

**Abderrahmane Mebtoul**  
professeur d'Université  
(Algérie) et **Camille Sari**  
Professeur à la Sorbonne  
(France)

**Nous considérons que le projet de l'intégration maghrébine ne sera réalisable que si les gouvernements du Maghreb ont une vision commune de leur devenir.**

## 1- POURQUOI L'INTÉGRATION MAGHRÉBINE ?

Face aux bouleversements mondiaux, aux grands espaces économiques, à l'accélération des réformes économiques conciliant efficacité économique et cohésion sociale et à la démocratisation du Maghreb passe au préalable par l'instauration d'un Etat de droit qui peut dans une première phase ne pas recouper la démocratie. Comme cette intégration est une condition pour une négociation collective efficace pour un véritable co-développement, un partenariat gagnant/gagnant avec les pays développés et émergents et plus globalement pour éviter ce dualisme Nord-Sud préjudiciable à l'avenir de l'humanité, force est de reconnaître que le processus de Barcelone a eu des résultats pour l'instant mitigés, la responsabilité de l'Europe et du Maghreb étant partagée du fait d'une gouvernance qui au Maghreb souvent laisse à désirer et d'une vision strictement mercantile de l'Europe.

Or, la symbiose des apports de l'Orient et de l'Occident, le dialogue des cultures et la tolérance est source d'enrichissement mutuel, étant dangereux pour le Nord de s'enfermer dans un ghetto qui enfanterait inéluctablement la violence. La mondialisation est un bienfait pour l'humanité à condition d'intégrer les rapports sociaux et ne pas la circonscrire uniquement aux rapports marchands en synchronisant la sphère réelle et la sphère monétaire, la dynamique économique et la dynamique sociale. L'élément culturel souvent négligé est selon notre point de vue fondamental, impliquant de synchroniser les réformes et la démocratie tenant compte des anthropologies culturelles afin d'éviter la greffe d'un organe étranger sur le corps social, ce qui entraînerait un rejet avec d'importants traumatismes économiques et sociaux. D'ailleurs, l'on devrait revoir la configuration des relations internationales tenant compte à la fois de l'essence

de la crise d'octobre 2008 dont les ondes de chocs se font toujours sentir à travers l'accroissement de l'endettement des Etats et les derniers événements dans le monde arabe où les sociétés aspirent à plus de liberté et de dignité évitant d'assimiler les populations arabes à de simples tubes digestifs.

## 2- LA SITUATION DES ÉCONOMIES MAGHRÉBINES

Le Maghreb a un poids économique insignifiant au sein du commerce mondial et même les échanges intra-maghrébines sont dérisoires ; moins de 3% de leurs échanges globaux en 2010. Or, l'Europe du Sud (Italie - France - Grèce - Espagne) totalisent 168 millions d'habitants (horizon 2010). L'Algérie, le Maroc et la Tunisie totalise environ 94 millions d'habitants. Si on l'inclut les riverains méditerranéens dont la Syrie, le Liban, Israël, l'Égypte, Malte, la Turquie, l'Albanie, la Libye et l'ex-Yougoslavie, nous aurons une population qui dépasse les 500 millions. Cette région est frappée actuellement par une récession économique et le coût de la non-intégration devrait s'accroître à l'avenir. Nous assistons à un écart croissant entre les pays de l'UMA ayant un PIB global qui ne dépasse pas, en 2010, 380 milliards de dollars, face à un PIB des USA de 14 000 milliards de dollars ou de l'Union européenne qui dépasse les 17 000 milliards de dollars, soit un taux du PIB maghrébin par rapport à ces espaces entre 2% et 2,5%. L'intégration, si elle se réalise sur des bases solides, pourrait voir multiplier le PIB dans 5 années par trois, ce qui le ramènerait seulement au PIB de la Corée du Sud. Cette récession s'explique par différents facteurs, dont le manque d'homogénéisation économique pour des raisons historiques, politiques, économiques et sociologiques et qui fait fuir les capitaux vers d'autres lieux plus propices, à un moment où la concentration des échanges est dans le Nord, la Chine accaparant plus de 50% pour la zone Sud. Mais, la raison essentielle est le retard pris dans les réformes politiques, institutionnelles et économiques, bien que certains pays du Maghreb aient largement réussi la stabilisation du cadre macroéconomique condition nécessaire mais largement insuffisantes.

C'est que les entreprises au Maghreb sont fortement imbriquées dans le système administratif lieu de relation de clientèles avec un pouvoir bureaucratique jacobin devrait penser à une réelle régionalisation économique. Cette organisation spécifique ou l'autonomisation de la décision économique est faible engendre peu d'innovation et d'esprit d'entreprise. Aussi, certaines entreprises publiques ou privées sous-traitent ce secteur, avec la domination pour ces dernières d'organisations familiales, vivant du transfert

de la rente, exercent des pressions pour accroître le protectionnisme néfaste à terme et sont peu enclines à la concurrence internationale. Mais, il faut reconnaître que depuis quelques temps avec la formation plus élevée, et l'ouverture sur l'extérieur, nous assistons à la naissance de nouvelles entreprises mues par de véritables entrepreneurs. Pourtant, les multiples pressions administratives ne leur permettent pas la créativité et l'innovation. Ainsi, la seule sphère réellement autonome vis-à-vis des sphères du pouvoir est la sphère marchande ou industrielle informelle. Du point de vue des relations maghrébines, cela explique qu'au lieu que l'intégration soit dominée par des économies contractuelles ou organisées, nous assistons à une dynamique informelle caractérisée par une identité culturelle qui permet à des milliers de Maghrébins, surtout aux frontières, de contourner la myopie des bureaucraties nationales. La raison essentielle trouve un fondement socio-historique qui rend d'actualité les analyses " Ibn khaldouniennes " avec le poids du politique dans les sociétés maghrébines accentué par des structures tribales qui se consolident en période de récession économique. Il s'agit impérativement d'intégrer cette sphère dominante au niveau du Maghreb par la délivrance des titres de propriété devenant citoyenne, car acquise aux réformes pouvant constituer une force sociale dynamisante. Dès lors s'impose la nécessité d'une véritable révolution culturelle pour inculquer l'esprit d'entreprise et libérer l'ensemble des énergies créatrices. Au niveau des pays du Maghreb cela passe par la coordination des politiques commerciales, fiscales, douanières, des Banques centrales. Il serait souhaitable de voir la mise sur place d'une Banque centrale maghrébine (condition préalable avant de lancer une monnaie maghrébine) qui serait un maillon du système européen des Banques centrales et à l'avenir du projet de la Banque et Bourse centrale euro-méditerranéenne à l'horizon 2020, ce qui dynamiserait les échanges inter-maghrébines. Nous ne comprenons toujours pas pourquoi le retard dans la concrétisation pourtant prévue de la Banque d'investissement maghrébine.

## 3- LES RELATIONS À L'HORIZON 2015/2020 DOIVENT S'INSCRIRE AU SEIN DE L'ESPACE MÉDITERRANÉEN

Nous pensons fermement et après analyse (1) que l'intensification de la coopération entre le Maghreb et l'Europe, le Maghreb et les Etats-Unis d'Amérique, le Maghreb et les pays émergents, fondée sur la démocratisation de la région, le partenariat, l'introduction de l'investissement direct permettrait de bouleverser ces comportements et les inscrire dans une perspective dynamique et

faire du bassin méditerranéen un lac de paix et de prospérité. C'est que l'espace méditerranéen peut être ce lieu de création de réseaux rationnels. Car l'économie de marché concurrentielle répond à des lois universelles, mais il existe des spécificités sociales nationales dont il convient de tenir compte car source d'enrichissement mutuel permettant de communiquer avec des cultures lointaines et favorisant la symbiose des apports de l'Orient et de l'Occident. Ce réseau doit favoriser les liens communicationnels, les ères de liberté dans la mesure où les excès du volontarisme collectif inhibent tout esprit de créativité. Il y a lieu d'accorder une attention particulière à l'action éducative, l'homme pensant et créateur devant être à l'avenir le bénéficiaire et l'acteur principal du processus de développement. C'est pourquoi nous préconisons la création d'une université maghrébine et d'un centre culturel de la jeunesse méditerranéenne comme moyen de fécondation réciproque des cultures, et la concrétisation du dialogue soutenu pour éviter les préjugés et les conflits sources de tensions inutiles, afin de favoriser l'émergence de nouveaux comportements pour un devenir solidaire. C'est que le Maghreb est une région géographique présentant une expérience millénaire d'ouverture sur la latitude et le monde arabe avec des liens naturels et dans son ensemble porte de culture et d'influences anglo-saxonnes. Économiquement le Maghreb présente des potentialités pour la promotion d'activités diverses et cette intégration peut être un exemple à ce partenariat global par l'amplification et le resserrement des liens et des échanges sous différentes formes. Il est indispensable que le Maghreb développe toutes les actions qui peuvent être mises en œuvre pour réaliser des équilibres souhaitables à l'intérieur de cet ensemble. En fait, la constitution d'espaces régionaux économiques fiables est une étape d'adaptation structurelle au sein de l'économie mondialisée. Et afin de favoriser un quadruple objectif solidaire la démocratie politique, une économie de marché concurrentielle à base de concertation sociale, -les débats contradictoires d'idées par des actions sociales et culturelles pour combattre l'extrémisme et le racisme -la mise en œuvre d'affaires communes n'oubliant jamais que les entreprises sont mues par la seule logique du profit et dans la pratique des affaires il n'y a pas de sentiments. Dans ce cadre, l'émigration maghrébine, ciment des liens culturels, peut être la pierre angulaire de la consolidation de cette coopération. C'est un élément essentiel de ce rapprochement, du fait qu'elle recèle d'importantes potentialités économiques et financières. La promotion des relations entre le Maghreb et sa communauté émigrée doit mobiliser, à divers stades d'intervention, l'initiative de l'en-

semble des parties concernées, à savoir le gouvernement, les missions diplomatiques, les entrepreneurs, les commerçants et les compétences individuelles. L'engagement implicite caractérisant les relations entre nos communautés émigrées et les pays d'origine, ne doit pas occulter les légitimes intérêts strictement, économiques des parties concernées pour garantir la rentabilité et la pérennité des opérations engagées. Les pouvoirs exécutifs devraient veiller, dans le cadre organisationnel et législatif, à alléger l'ensemble des procédures administratives, afin de favoriser la promotion de l'investissement et les échanges commerciaux, à l'instar de pays qui utilisent leurs compétences localisées à l'étranger comme point d'appui au développement. Cela permettrait, par des actions concrètes, de promouvoir la synergie de systèmes privés, politiques et administratifs, pour développer une approche de coopération intramaghrébine.

## EN CONCLUSION, IL EST SUICIDAIRE POUR CHAQUE PAYS DU MAGHREB DE FAIRE CAVALIER SEUL

Les relations entre les pays du Maghreb sont souvent passionnées pour des raisons historiques. Mais, avec de nombreux intellectuels, entrepreneurs et hommes politiques maghrébins soucieux de concilier la modernité et notre authenticité, nous sommes convaincus du fait de la densité de nos rapports culturels, dans le cadre des intérêts bien compris de chaque nation. L'accélération des réformes économiques, sociales, culturelles (le droit à la différence) inséparables de l'instauration de l'économie de marché humanisée, de l'instauration de la démocratie, du respect des droits de l'Homme, de la promotion de la condition féminine et de la sécurité avec les nouvelles tensions au Sahel, conditionnent largement la réussite de cette grande entreprise qui interpelle notre conscience maghrébine et plus globalement méditerranéenne. Aux tensions et aux conflits doivent se substituer la coopération et un dialogue soutenu pour éviter des factures douloureuses. Le Maghreb doit être un véritable espace politique, social et économique, un relais puissant entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique. D'ailleurs l'avenir de l'Europe et du Maghreb, face à la concurrence des USA, aux poids des pays émergents dont la Chine, l'Inde et le Brésil, est en Afrique. Etant suicidaire pour chaque pays du Maghreb de faire cavalier seul, à l'heure des importantes mutations mondiales, le repli sur soi est préjudiciable à notre prospérité commune, avec d'inéluctables tensions sociales. L'histoire commune au Maghreb nous impose donc d'entreprendre ensemble.

# Vers un prix moyen de 140 dollars en 2012

**Sentiment économique pessimiste versus nouvelles prévisions de Goldman Sachs : les opérateurs pétroliers ne savent trop à quel saint se vouer. A la clôture hebdomadaire des marchés ce vendredi, le baril de Brent de la Mer du Nord d'échéance, restait stable à 112,6 dollars, quand à l'inverse, le WTI américain de même livraison céda à 98,4 dollars.**

LA FAIBLESSE des derniers indicateurs économiques émanant notamment des deux rives de l'Atlantique n'est pas des plus encourageantes pour la demande de brut, étroitement du dynamisme de l'économie. En outre, la reprise du dollar contre l'euro, aussi légère soit-elle, prive le prix du brut d'un de ses soutiens. Cependant, les experts n'ont pas manqué de noter que la tendance des cours durant cette journée a été influencée par la déclaration de l'agence américaine de l'information énergétique (EIA) qui a publié hier l'état des stocks de brut et de produits raffinés pour les Etats-Unis, qui fait office de baromètre de la demande. Les stocks de brut, qui avaient culminé la semaine dernière à 370,3 millions de barils, pourraient reculer de l'ordre de 1,5



million d'unités. Attention cependant, car ceux de l'essence pourraient avoir de nouveau augmenté pour ce qui serait leur troisième semaine de hausse consécutive. Rappelons qu'aux Etats-Unis, le Memorial Day célébrant la mémoire des soldats américains intervient habituellement le dernier lundi de mai, soit ce 30 mai cette année. Ce week-end prolongé est considéré traditionnellement comme le coup d'envoi de la "driving season" des départs en vacances aux beaux jours. La demande d'essence tend alors à croître sensiblement, et ce jusqu'en septembre. Mais ce week-end selon les prévisions de 'Triple A', l'American Automobile Association (AAA), 34,9 millions d'automobilistes prendront la route pour parcourir plus de 50 miles, soit environ 100 000 de plus que tel n'avait été le cas l'an dernier. La hausse du gallon d'essence pèse manifestement. Cependant, une note de Goldman Sachs,

datée d'hier, contribue à une certaine tenue des marchés. Après leur récente correction, les analystes estiment que "les prix des matières premières sont plus en phase avec leurs fondamentaux". La marche de l'économie mondiale devrait induire une nouvelle hausse au 2<sup>ème</sup> semestre, alors que l'offre sera de toute façon contrainte puisque la production libyenne ne revient pas et que celle de l'Opep varie peu. En conséquence, Goldman Sachs a relevé sa prévision de prix du baril de Brent de 105 à 120 dollars pour 2011 et de 107 à 130 dollars à un horizon de 12 mois. Fin 2012, le baril de référence européen devrait se situer à 140 dollars, contre une prévision de 120 dollars précédemment. Dans l'ensemble, l'évolution générale des cours, que ce soit sur le marché américain ou asiatique, a fait ressortir pour la semaine qui vient de s'écouler que le baril a fini sur une note incertaine jeudi, les indicateurs

économiques révélant une croissance molle aux Etats-Unis étant contrebalancés par la baisse du dollar et les troubles au Yémen. Sur le New York Mercantile Exchange, le brut pour livraison juillet a abandonné 1,09 dollar, ou 1,08% à 100,23 dollars le baril, après avoir évolué entre 99,61 et 101,90 dollars. A l'inverse, le Brent même échéance a gagné 12 cents à 115,05 dollars le baril, après avoir évolué entre 114,10 et 115,47 dollars. La situation politique dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord n'a pas manqué, en revanche d'influencer sensiblement l'évolution du marché. Au Yémen, en effet, où les affrontements entre les opposants au régime et les forces armées ont fait pas moins d'une quarantaine de morts pour la seule journée de jeudi dans la capitale Sanaa jeudi. Les révoltés yéménites menacent de dégenérer en guerre civile. Par ailleurs, face aux tensions qui gagnent de plus

en plus le marché mondial de l'énergie dans son ensemble, les pays consommateurs accentuent les pressions sur les pays membres de l'OPEP pour les exhorter à augmenter l'offre sur le marché. Pour rappel, la semaine dernière, le Centre for Global Energy Studies (CGES) dans sa note stratégique du mois de mai a tenté de mettre en jeu même la crédibilité de l'organisation des pays exportateurs de pétrole, en soulignant que l'OPEP devra prendre une décision claire le 8 juin prochain à Vienne si le cartel veut restaurer sa crédibilité comme garant de la stabilité du marché du pétrole ". " Mais la réunion sera présidée par l'Iran et risque d'être placée davantage sous le signe de la politique que des affaires ", a ajouté le cabinet londonien fondé par l'ancien ministre saoudien du Pétrole, cheikh Zaki Yamani. Malgré ses effets d'annonce, les membres de l'OPEP ont échoué à répondre à la disparition de 1,5 millions de barils par jour en provenance de Libye, et se sont réfugiés derrière l'argument de la spéculation, qui expliquerait les mouvements de hausse et de baisse du marché, plutôt que les fondamentaux qui, selon le cartel, sont sains, précise l'étude. De fait, peu de pays bénéficieraient d'une hausse de la production, reconnaît le CGES. La tâche de combler le manque d'offre incomberait une nouvelle fois à l'Arabie Saoudite, détentrice de 70% des capacités de réserve du brut de l'Opep. Mais alors que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a menacé d'utiliser ses stocks si la production n'augmentait pas, la nécessité pourrait s'en faire cruellement ressentir, au risque sinon d'affaiblir la reprise de la croissance mondiale. Selon ses calculs, l'agence pointe un objectif de production nécessaire de 30 millions de barils par jour sur la deuxième partie de l'année. La production d'avril se chiffrait à environ 28,8 millions de barils par jour.

Mourad A.

DÉFENDANT SES RELATIONS AVEC L'IRAN

## Caracas défie les États-Unis

LE PATRON de la compagnie pétrolière publique vénézuélienne PDVSA, Rafael Ramirez, a envoyé au diable les Etats-Unis, des impérialistes à ses yeux, après de nouvelles sanctions contre sa compagnie pour ses relations commerciales avec l'Iran. "Que les impérialistes aillent au diable, ici on s'en fiche des sanctions.

Personne ne va nous imposer notre manière d'agir," s'est exclamé publiquement mercredi soir " M. Ramirez, également ministre de l'Energie et du Pétrole. Il a jugé que le gouvernement des Etats-Unis s'est encore trompé. Et d'ajouter: Nous faisons ce qui



convient le mieux pour

Présentant les sanctions, Jim Steinberg, le numéro deux du département d'Etat, a parlé d'une pression

le peuple vénézuélien et ce qui convient le mieux pour les intérêts de l'Etat vénézuélien. Les Etats-Unis ont imposé mardi de nouvelles sanctions contre sept entités étrangères, dont la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA, dans le cadre de l'effort pour contenir le programme nucléaire controversé de l'Iran.

accentuée sur l'Iran pour qu'il respecte ses obligations internationales en faisant la transparence sur son programme nucléaire. L'Union européenne avait décidé lundi de sanctionner plus de cent entreprises soupçonnées d'être liées au programme nucléaire et balistique de l'Iran, et cinq personnes, en majorité des responsables d'entreprises. Plus tôt dans la semaine, le Venezuela a exprimé son rejet absolu des sanctions imposées par les Etats-Unis à PDVSA, les qualifiant d'hostiles. Le ministre des Affaires étrangères, Nicolas Maduro, avait jugé nécessaire d'évaluer le réel effet des mesures américaines avant de déterminer la riposte appropriée. Les sanctions n'affecteront pas les ventes ou les opérations des filiales de PDVSA aux Etats-Unis. Le Venezuela, membre de l'Opep, exporte environ un million de barils de pétrole par jour aux Etats-Unis malgré l'anti-américanisme virulent affiché par le président Hugo Chavez. Le pays produit 3,1 millions de barils de brut par jour (mbj), selon les chiffres de PDVSA, 2,32 millions de barils par jour sur l'Opep.

USA

## Les Américains envisagent d'étendre leur surveillance financière à des organismes publics étrangers

Les autorités de réglementation financière américaines envisagent de soumettre à leur contrôle certaines opérations réalisées par des organismes publics étrangers, rapporte, mercredi, le Wall Street Journal.

"LES AUTORITÉS de réglementation américaines pourraient bientôt étendre leur emprise à l'étranger et imposer des restrictions aux Etats étrangers réalisant certains types de transactions financières aux Etats-Unis", écrit le journal sur son site internet. Citant un certain nombre de documents, le journal précise que "des banques centra-

les, des fonds d'investissement publics et des organisations internationales comme la Banque mondiale pourraient être soumises à des règlements américains destinés à faire baisser le risque dans le système financier." Le quotidien rappelle que la loi de réforme de Wall Street, promulguée en juillet 2010, a donné à la commission des

opérations de Bourse américaine (SEC) et à l'autorité de contrôle des produits dérivés sur les marchandises (CFTC) le pouvoir de surveiller et réglementer les entités ayant recours à des contrats d'échange financier ("swaps"). Ce seraient ces contrats, souvent utilisés comme couverture contre un

certain nombre de risques, qui seraient visés. Les réglementations proposées imposeraient, entre autres choses, aux entités étrangères qui y ont recours, de mettre de côté, pour chaque opération, "suffisamment de capital pour combler les pertes" qui pourraient résulter de ce type de transaction, écrit l'article. La banque centrale américaine (Fed), elle, bénéficierait d'une exemption et ne seraient pas

soumise à ces règles. Selon le journal, le projet a entraîné une réaction violente d'organismes publics étrangers comme la Banque centrale européenne, le Banque de France ou encore le fonds d'investissement chinois, China Investment Fund, qui accusent la SEC et la CFTC d'outrepasser leurs droits et demandent à être exemptés comme la Fed.

Samia A.

ECHAUDÉES PAR LA CRISE

## Les grandes fortunes de la planète révisent leurs investissements



LES PARTICULIERS les plus riches de la planète ont reconsidéré la façon dont ils investissent leur fortune depuis la crise, réduisant les prises de risque et misant davantage sur les marchés émergents, selon une étude réalisée par Forbes Insights et la Société Générale Private Banking publiée jeudi.

Pour beaucoup de particuliers très fortunés, comme pour le reste des populations, "l'impact de la crise porte particulièrement sur leurs comportements et décisions en matière d'investissement", selon l'étude. Cherchant à réduire

"leur exposition au risque", une bonne part des grandes fortunes redirige ses portefeuilles d'investissements vers les marchés émergents, comme la Chine et la région Asie Pacifique où, à leurs yeux, "la volatilité semble potentiellement moins importante".

L'étude permet d'observer, en outre, que les pays émergents, et en particulier les pays dits du BRIC, soit le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, connaissent une grande croissance de grandes fortunes. Aujourd'hui, la Chine et la Russie comptent

plus de 100 milliardaires, et se placent respectivement à la seconde et troisième place derrière les Etats-Unis. En revanche, sur les marchés émergents, ils sont plus jeunes, l'âge moyen en Russie étant de 49 ans et 50 ans en Chine, à l'origine de leur propre fortune et s'impliquent dans leurs entreprises mais sont peu enclins à la philanthropie.

Les liens familiaux parmi les grandes fortunes sont "extrêmement forts", s'agissant, selon l'étude, d'un phénomène mondial qui s'observe "pratiquement" sur tous les marchés, sauf "exceptions notables, comme la Russie". Le niveau de fortune minimum des particuliers étudiés est de 1 milliard de USD, à l'exception de l'Inde (minimum de 500 millions de USD), la Chine (minimum de 425 millions de USD), et Singapour (minimum de 190 millions de USD). Cette étude réalisée par Forbes Insights, en association avec Société Générale Private Banking, a permis d'établir certaines caractéristiques récurrentes parmi les personnes les plus riches issues d'Allemagne, Brésil, Chine, Etats-Unis, France, Hong Kong, Inde, Mexique, Moyen-Orient, Royaume-Uni, Russie et de Singapour.

IRAK

### Contrat de 7,25 mds de dollars pour le sud-coréen Hanwha

L'IRAK a signé avec le groupe de construction sud-coréen Hanwha un contrat préliminaire de 7,25 milliards de dollars (5,11 milliards d'euros) pour la construction d'une nouvelle ville dans le pays, selon le groupe sud-coréen. Hanwha Engineering and Construction construira 100.000 logements ainsi que les infrastructures d'une ville située à 25 km à l'est de Bagdad, a indiqué jeudi un porte-parole de la compagnie. "Il s'agit du plus gros contrat jamais décroché par une société de BTP sud-coréenne à l'étranger", a-t-il ajouté. Le contrat final avec la Commission nationale irakienne des investissements doit intervenir avant décembre, a indiqué le groupe. La construction de la ville, qui s'étendra sur 1.830 ha, prendra 7 ans, selon la société, filiale de Hanwha Group.

JAPON

### Fitch abaisse la perspective de la note de "stable" à "négative"

L'AGENCE de notation financière Fitch Ratings a abaissé hier, la perspective de la note de la dette à long terme du Japon de "stable" à "négative", évoquant le lourd endettement du pays représentant quelque 210% de son Produit intérieur brut (PIB). Fitch pourrait donc abaisser prochainement la note du pays, aujourd'hui fixée à "AA", la troisième meilleure sur un total de 22 échelons.

"La dette brute du gouvernement a atteint 210% du PIB à la fin 2010, de loin la proportion la plus forte parmi les dettes d'Etats notées par Fitch", a expliqué l'agence dans un communiqué. Parmi les raisons qui pourraient dégrader la solvabilité de la troisième puissance économique mondiale, Fitch a évoqué "le coût inconnu du nettoyage de la centrale nucléaire de Fukushima".

Elle a ajouté qu'elle pourrait réduire sa prévision de croissance pour le pays, aujourd'hui fixée à 0,5% pour 2011, à cause "des délais de rétablissement de la production d'électricité", qui risquent d'imposer des restrictions de consommation de courant et d'entraver l'activité pendant l'été.

EN PROIE À UNE CRISE FINANCIÈRE AIGUË

# L'Union européenne compte réduire les aides agricoles

**Le commissaire européen à l'Agriculture met les dernières touches à la réforme de la politique agricole commune dont il doit dévoiler les premiers arbitrages financiers à la fin du mois de juin.**



**DE PASSAGE** à Paris, le commissaire européen à l'Agriculture, Dacian Cioloș, s'est félicité de la tournure prise par la préparation du G20 agricole, qui doit se tenir du 21 au 23 juin prochain à Paris. "La France est très active et les choses avancent bien", estime le commissaire européen. Même s'il existe des approches différentes entre les pays membres, notamment sur les solutions pour réduire la volatilité des matières premières agricoles, "l'important, c'est que l'on puisse en discuter", poursuit-il. Lui qui siège au G20 au nom de l'Europe met l'accent sur trois

sujets. Tout d'abord, il estime qu'"une meilleure information des marchés sur les quantités et les prix des productions agricoles est nécessaire. Il n'existe pas suffisamment de données fiables et claires, ce qui contribue à entretenir une très forte volatilité". Avant de créer une nouvelle institution internationale, comme une agence agricole mondiale, "il faudrait d'abord savoir ce que l'on veut comme informations. Des institutions existantes, comme l'OMC ou la FAO, ne sont pas suffisamment utilisées dans ce domaine et peuvent déjà apporter un certain nombre de réponses". Deuxième

point défendu: "Une meilleure coordination entre les grands pays producteurs mondiaux, avant toute décision ayant un impact planétaire majeur." Cela fait référence au moratoire unilatéral de Moscou sur ses exportations de blé en août 2010 avec pour conséquence un pic brutal des cours de cette céréale. Enfin, le commissaire européen estime que "les produits financiers doivent aider les investissements productifs agricoles plutôt que les décourager". D'où la nécessité "d'avoir une plus grande transparence dans le financement des produits dérivés sur les marchés agricoles comme cela a été fait sur les marchés finan-

ciers". Ces positions sont somme toute assez proches de celles de la France. Le commissaire est également plutôt favorable aux propositions françaises s'agissant de la réforme du budget de la politique agricole commune (PAC). Dacian Cioloș doit apporter les premiers arbitrages financiers fin juin. "Au-delà de 1 million d'euros accordés à une exploitation, on ne peut plus parler d'aides aux revenus, insiste Dacian Cioloș. Ce n'est pas de l'affichage, c'est un vrai sujet et une question de crédibilité de la politique agricole." En France, par exemple, 20% des exploitants perçoivent 80% des aides. Selon une source

proche de la commission, Bruxelles pourrait envisager un plafonnement des aides accordées à 500 000 euros par ferme. Cela passe par l'abandon des références historiques, un rééquilibrage entre les différentes régions et les types de production d'un même pays. Dire entre les États membres eux-mêmes: nouveaux venus et membres fondateurs. Bruxelles veut aussi favoriser des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, simples à comprendre pour le grand public, facilement applicables pour les agriculteurs et contrôlables par l'administration.

*Rachid H.*

LES AGRICULTEURS DUREMENT AFFECTÉS PAR LA SÉCHERESSE

## Les récoltes céréalières ne sont plus assurées en Europe

**ALORS** que la France traverse une période exceptionnelle de sécheresse, les agriculteurs ne peuvent plus s'assurer contre les risques climatiques. Puisque la pénurie d'eau et les températures supérieures aux normales saisonnières ne sont plus un aléa, mais une réalité depuis le mois d'avril, il est trop tard pour s'assurer. L'article 1964 du code civil exige, en effet, que le contrat d'assurance repose sur "un événement incertain". Ce qui n'est plus le cas de la sécheresse. "Dans toutes les régions, à l'exception du Sud Est et Sud Ouest, cette sécheresse a déjà occasionné des pertes de rendements, les cultures étant déjà à un stade sensible", précisait hier Groupama, premier assureur de l'agriculture française qui compte 61 000 contrats multirisques sur les 70 000 souscrits en France. "Il a donc été décidé de stopper la souscription des contrats Climats, en affaires nouvelles". Pacifica, la filiale de Crédit Agricole, et Axa France ont, elles aussi, arrêté la souscription au mois d'avril. Elles tiennent à rester très discrètes sur cette décision, et se contentent de souligner que, bien que certains, les dégâts de la sécheresse, intervenue exceptionnellement tôt dans l'année, sont impossibles à estimer jusqu'à la moisson. Rien ne change, bien sûr, pour les agriculteurs

qui avaient déjà signé leur contrat en début d'année. Seulement, il s'agit d'une minorité de la profession. L'assurance-récolte privée n'est en effet pas obligatoire. Depuis la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche adoptée en juillet 2010, l'État encourage son développement mais, à l'heure actuelle, elle ne concerne qu'"un petit peu moins de 30% des surfaces", selon Stéphane Gin, directeur Assurance agricole chez Groupama.

"Il est certain que les non-assurés sont plus nombreux que les assurés", confirme Frédéric Gudin du Pavillon, directeur adjoint des assurances de biens et responsabilité à la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA). Selon celle-ci, 100 000 agriculteurs étaient couverts contre les multirisques climatiques en 2009. Quelles aides, donc, pour les agriculteurs, dont le revenu reste inférieur "de 10 à 15% au revenu moyen des Français" selon Bruno Le Maire, ministre de l'Agriculture? Ce dernier a annoncé qu'il réunirait le Fonds de garantie des calamités agricoles (FNGCA) fin juin. Cofinancé par l'État et les agriculteurs via des taxes sur les contrats d'assurance, ce "filet de sécurité" selon le ministère avait déboursé 600 millions d'euros pour indemniser les agriculteurs

après la sécheresse de 2003. Cela correspondait alors à un dommage de l'ordre de 2 milliards d'euros. En moyenne, le montant des indemnisations, en particulier dû au gel, s'élevait à 200 millions d'euros par an de 2000 à 2009. Mais là aussi, tout le monde n'est pas concerné. Le FNGCA ne s'appliquant pas aux secteurs assurables, les grandes cultures, notamment les céréales, n'en bénéficient pas depuis 2009. Ni la viticulture depuis cette année. Son aide sera cependant précieuse aux producteurs de fourrage, dont les rendements ont diminué de 30 à 50% selon la FNSEA, le principal syndicat agricole. Si l'exploitant déplore au moins 30% de pertes sur la production concernée et que celles-ci représentent au moins 13% du résultat de l'ensemble de l'exploitation, il pourra recevoir une indemnisation, en moyenne autour de 25 à 28% de ses pertes. Enfin, la procédure prendra du temps. Fin juin, chaque préfet désignera une mission d'enquête qui sera chargée d'évaluer les conséquences de la sécheresse dans le département, notamment les pertes et le nombre d'agriculteurs concernés. Leur rapport sera ensuite adressé au ministère de l'Agriculture qui enverra ses propres experts vérifier les dégâts. Si la demande de reconnaissance de calamité agricole est acceptée,

un arrêté sera publié, et les agriculteurs auront alors un mois pour présenter leurs dossiers d'indemnisation. D'ici là, alors que la situation empire de jour en jour faute de pluies, plusieurs mesures d'urgence ont été adoptées. Le ministre de l'Agriculture a ainsi autorisé les éleveurs à utiliser toutes les jachères pour nourrir leur bétail et à faucher, avant la date initiale du 15 juin. Surtout, Paris a demandé à Bruxelles le versement anticipé des aides financières pour aider les éleveurs, notamment la "prime à la vache allaitante", reçue habituellement mi-octobre. Un impôt-sécheresse, sur le modèle de celui de 1976, année-référence de la sécheresse en France, n'est pas pour l'instant à l'ordre du jour, a indiqué le ministre de l'Écologie Nathalie Kosciusko-Morizet. La FNSEA, le principal syndicat agricole, ne réclame pas pour sa part un tel impôt, qui serait impopulaire selon son président Xavier Beulin. Celui-ci souhaiterait parvenir à un accord avec les assureurs pour souscrire des contrats sur plusieurs années afin de mutualiser les risques. Seule consolation pour le moment pour les agriculteurs: les prix des matières premières se maintiennent toujours à des sommets, et la tendance devrait se poursuivre avec la baisse de production annoncée.

TÉLÉCOMMUNICATION

# Les clients de Vidéotron tirent profit

Après avoir dévoilé ses résultats financiers pour le premier trimestre de 2011, Vidéotron a annoncé que ses clients profiteront de la bonne croissance de l'entreprise.



LES CLIENTS de Vidéotron bénéficient actuellement des avantages que procure l'entreprise québécoise de télécommunications en termes de produits, de services, de développements technologiques et de divertissement, des offres qui répondent à leurs besoins croissants, ainsi que le jumelage de produits, qui permet dans ce cadre l'obtention d'un guichet unique, et ceci représente clairement pour le client de Vidéotron un pouvoir et une liberté de choix que l'on ne trouve nulle part ailleurs. M. Robert Dépatie, président et chef de la direction de Vidéotron a souligné "D'ailleurs, ce sont les clients de Vidéotron qui ont permis à l'entreprise de recevoir la palme du fournisseur de services mobiles avec le taux de satisfaction le plus élevé dans l'Est du pays. C'est un honneur qui revient

à notre fidèle clientèle, et à nos équipes".

Au 31 mars 2011, l'entreprise comptait un total de 164 700 lignes activées, dont 143 600 sur son nouveau réseau 4G. Depuis la fin avril.

Vidéotron a franchi une autre étape avant-hier en offrant ses services mobiles à la population de l'Outaouais. Vidéotron a conclu le premier trimestre de 2011 avec 1808 600 clients à son service de télédistribution, dont 1 243 700 foyers et entreprises ayant accès à la télé numérique et aux avantages d'illco télé, lancé depuis peu, pour optimiser et innover sur plusieurs plans.

L'année 2011 a été généreuse en lancements de nouveaux appareils avec l'arrivée de la très populaire Playbook de BlackBerry.

NUMÉRO UN  
DE L'INTERNET



Une compagnie de Quebecor Media

Vidéotron est également le numéro un d'Internet haute vitesse au Québec avec 1 254 400 clients à ses services par modem câble et haute vitesse mobile au 31 décembre 2010. Lors du premier trimestre de 2011, et ce, dans le but d'offrir une expérience de navigation Web optimisée. Vidéotron a annoncé l'arrivée d'un tout premier routeur sans fil entièrement pris en charge et géré à distance par l'entreprise. Le service de téléphonie par câble de l'entreprise comptait au 31 mars 2011, 129 800 clients résidentiels et Affaires soit une croissance de 15 500. Au 31 mars 2011, Vidéotron comptait 1 808 600 clients à son

service de télédistribution, dont 1 243 700 clients à la télé numérique. Cette année, Vidéotron avait activé 164 700 lignes de son service de téléphonie mobile et assurait le service de téléphonie par câble à 1 129 800 foyers et organisations du Québec, et a également obtenu, et ce, pour une sixième année consécutive, le prestigieux titre d'entreprise de télécommunications la plus admirée des Québécois, décerné par le journal Les Affaires, selon un sondage Léger Marketing.

## HISTORIQUE

Vidéotron S.E.N.C., fondée en 1964, est une entreprise de télécommunications cana-

diennne. Elle est active dans les domaines de la câblodistribution, de l'accès Internet, de la téléphonie par câble et de la téléphonie sans-fil dans la plupart des marchés résidentiels et commerciaux du Québec, et aussi des villages de l'Ontario. Elle est une filiale de Quebecor Média. Vidéotron est un chef de file en nouvelles technologies, grâce notamment à son système de télévision interactive illico et à son réseau à large bande lui permettant d'offrir, entre autres services, l'accès Internet haute vitesse par modem câble et la télévision en modes analogique et numérique.

Hiba B.

INTERNET

## Google se lance dans la bataille du paiement sans contact



LE PAIEMENT sans contact par mobile ? 10% de la population japonaise l'utilisent déjà. Mais le reste du monde s'apprête seulement à l'adopter. Les expériences se multiplient, notamment en France, tout comme les acteurs qui prétendent imposer leur solution comme standard au marché. La bataille s'annonce impitoyable. Google a en effet à peine eu le temps de dévoiler, jeudi, ses projets en la

matière que PayPal a déposé plainte contre lui. Le n°1 du paiement par internet, désormais propriété d'Ebey, accuse le moteur de recherche d'avoir eu accès à ses secrets industriels et commerciaux en débauchant en janvier son responsable des paiements par mobile, Osama Bedier. En clair, PayPal affirme que Google l'a copié. La justice américaine devra trancher. Difficile pourtant de dire que l'un ou

tallés chez des commerçants. Mais, rien qu'aux Etats-Unis, on sait qu'Apple se prépare à faire de même et que les quatre grands opérateurs télécoms américains n'ont pas hésité à faire taire leurs différends pour lancer une initiative commune baptisée Isis. Google, pour sa part, s'est associé avec des partenaires financiers comme Citigroup et Mastercard, et des industriels, comme le spécialiste français

des terminaux de paiement Ingenico. Moyennant quoi, Google Wallet doit permettre aux mobinautes d'utiliser leur téléphone pour payer, en logeant des coordonnées de cartes bancaires ou en alimentant une carte de paiement prépayée, autrement dit de fonctionner comme un porte monnaie électronique. L'originalité toute relative du système pensé par le géant internet sera de permettre également de profiter d'offres spéciales offertes par des commerçants, et de valider des cartes de fidélité. "Nous pensons que 2011 et au-delà sera l'ère du 'Mo Lo'": le commerce Local avec l'Internet Mobile, a déclaré une responsable de Google, Stephanie Tilenius, patronne des activités de Google liées au commerce. Testé et étendu progressivement aux Etats-Unis en commençant par New York et San Francisco, Google Wallet a vocation à être disponible sur tous les téléphones portables, qu'ils fonctionnent ou non avec son système d'exploitation Android. Google a indiqué préparer également un lancement international, en Europe puis en Asie.

## RUBRIQUE EMPLOI

### DEMANDES D'EMPLOI:

Homme 59 ans, retraité, 34 ans d'expérience gestion technico-commerciale, études des prix et marchés, recouvrement, approvisionnement etc. cherche emploi. Accepte toutes propositions.  
Tel : 0560 12 06 51

JH 35 ans, cherche emploi peintre grande expérience en travaux.  
Tel : 0552 06 40 49

JH 30 ans superviseur HSE cherche emploi dans Sté nationale, privée ou étrangère.  
Tel : 0795 74 67 71

JH architecte prend tt.dossier de régularisation conception 2D 3D, cherche emploi avec BET ou ETP.  
Tel : 0791 78 25 68

JH 24 ans niveau scolaire moyen cherche emploi comme agent de sécurité.  
Tel : 0558 38 55 08

Inspectrice principale finance maîtrise comptabilité générale analytique 25 ans d'exp. Cherche emploi.  
Tel : 0662 00 32 96

Homme 54 ans habitant Kouba exp. Chauffeur démarcheur PCB.  
Tel : 0773 10 52 98

JH, marié, TS en GRH, permis de conduire 1999, cherche emploi dans la GRH ou comme chauffeur.  
Tel : 0771 07 12 75

JH. 33 ans, cherche emploi comme chargé des moyens, acheteur, démarcheur et agent adminis. Maîtrise l'outil informatique permis de conduire.  
Tel : 0770 20 43 62

JH. 29 ans, ingénieur en électronique, expérience plus de 2 ans en maintenance industrielle et médicale, résidant à Alger, cherche emploi.  
Tel : 0770 61 40 26

Dame licence en commerce, comptabilité avec expérience en fiscalité et gestion, cherche emploi axe El Harrach-Réghaïa.  
Tel : 0664 53 32 03

Caissier principal cherche emploi dans le domaine ou équivalent.  
Tel : 0662 74 55 14

JF, 35 ans, licenciée en anglais, 8 ans d'exp. comme assistante de direction, prof d'anglais, maîtrise 4 langues l'outil informatique, cherche emploi sur le territoire national dans sté étatique, privée ou étrangère.  
Tel : 0550 82 66 28 entre 8h et 18h.

JH. 25 ans, ing. en voies et ouvrage d'art, cherche emploi BET, sté privée, étatique dégage du S.N.  
Tel : 0794 22 38 51

### OFFRES D'EMPLOI:

EDOCOM recrute des enseignants dans toutes les matières, niveau 3e AS. Lieu : Zralda.  
Tel : 021 74 95 68 / 0559 62 78 57

Ecole privée à Boumerdès cherche profs infographie, Autocad, SAP2000, SolidWorks, informatique, langues.  
Tel : 0772 02 65 36

Clinique à Sétif cherche 1 gynécologue +1 sage-femme à plein temps.  
Tel : 036 84 16 09

STE informatique cherche 1 assistante commerciale exp. 2 ans.  
Envoyez CV au : 021 63 07 88

Société recrute technicien chaud et froid avec diplôme résidant à Oran.  
Tel : 0770 11 33 06

Institut cherche prof d'anglais, français, espagnol.  
Tel : 021 31 10 23

Cherche agent de recouvrement, secrétaire, domaine hôtellerie.  
Tel : 0550 97 95 06 - 0661 66 26 42

Bureau d'études en technologie de l'information à Alger cherche : Assistante de direction. - JF âgée de 23-45 ans, dynamique, motivée et maîtrisant l'outil informatique, Envoyez CV : dgligsoft@yahoo.fr  
Tel : 021 68 86 37.  
Les entrevues se dérouleront entre le 20 et 31 mai.

Crèche à Baba Hassen cherche éducatrice expérimentée et femme de ménage.  
Tel : 021 35 17 67

Société recrute agent de saisie habitant axe Chéraga Alger niveau Bac + maîtrise français.  
Envoyer CV : Recrut16000@gmail.com

Entreprise récente de jus implantée à El Hamiz cherche associé ou partenaire sérieux.  
Tel : 0550 53 43 57

Centre d'appel recrute télévendeurs 100% francophones résidant à Alger âgés entre 18 et 40 ans, salaire motivant, transport assuré à 19h.  
Tel : 021 36 98 12

Restaurant pizzeria cherche serveurs pizzaïolo expérience exigée  
Tel : 0796 07 83 43

Pharmacie cherche vendeuse à Alger, exp. Souhaitée.  
Tel : 0558 24 32 82

**Vous avez un emploi à proposer?**

**Vous cherchez un emploi ?**

Envoyez-nous votre texte, c'est gratuit

#### Adresse:

Le Maghreb Quotidien de l'Economie, Maison de la presse Abdelkader Safir, Kouba. Rubrique Emploi  
Fax: (021) 29.71.86 - E-mail : maghrebjournal@yahoo.fr



www.EMPLOIPARTNER.com

Recrutement . Placement . Marketing RH

### ANNONCE 1 :

**REFERENCE : EMPLOIPARTNER-1140**  
**POSTE : EMPLOI PARTNER RECRUTE POUR UN BUREAU D'ETUDE D'ARCHITECTURE ET DE RESTAURATION UN Architecte**

### DESCRIPTION DE LA MISSION:

- \*Etude de dossier d'architecture de divers projets du Bureau d'étude.
- \*Elaboration de dossier de permis de construire.
- \*Elaboration de dossier de régularisation.
- \*Relevés sur sites
- \*Elaboration de diagnostic et état de dégradation des bâtiments.
- \*Elaboration de projets de réhabilitation et de restauration
- \*Déplacement sur le territoire national pour mission de suivi de chantier et relevés sur site.

### PROFIL:

- \*Diplôme en architecture
- \*Débutant accepté
- \*Maîtrisant les différents logiciels de CAO et DAO 2D et 3D
- \*Photoshop et archis
- \*Relevés des états des lieux
- \*Ayant travaillé sur le patrimoine (relevés, diagnostics, techniques de restauration seraient un plus).

### LIEU DU TRAVAIL:

\*Birkhadem

### ANNONCE 2 :

**REFERENCE : EMPLOIPARTNER-789**  
**POSTE : EMPLOI PARTNER RECRUTE POUR EPE PMA TRADING SPA UN DIRECTEUR COMMERCIAL D'UNITE (STATUT CADRE DIRIGEANT)**

### PROFIL:

- \*Etre âgé de moins de 45 ans.
- \*Avoir un minimum d'ancienneté dans une poste similaire d'au moins 05 années.
- \*Avoir un diplôme post universitaire en adéquation avec le poste indiqué
- \*Etre libre de suite et dégage de toute obligation.

### LIEU DU TRAVAIL:

\*BOUSSAADA

### CONTACT POUR LES ANNONCES

Si une de ces offres retient votre attention, faites-nous connaître vos motivations en nous adressant un CV avec photo lettre de motivation en précisant votre réel intérêt pour ce projet par mail en vous rendant sur notre site

www.emploipartner.com  
Tel : 021 680 296

GRÈCE

# Le pays risque de ne pas recevoir les prêts du FMI

**En raison d'un blocage du FMI, la Grèce, qui en ce moment a des difficultés budgétaires persistantes de l'économie, risque de ne pas être en mesure de recevoir des prêts sur lesquels elle compte.**

LORS D'UNE conférence à Luxembourg, le chef de file des ministres des Finances de la zone euro, M. Jean-Claude Junckera a déclaré "il y a des règles spécifiques au FMI et l'une de ces règles est que le FMI ne peut agir" pour débloquent une tranche de prêts "que lorsqu'il y a une garantie de refinancement pour les 12 mois suivant". Il faut alors que la Grèce démontre qu'elle est en mesure de couvrir ses besoins de refinancement de sa dette et cela pour la période d'un an, et elle est

notamment censée dès l'année prochaine emprunter elle-même près de 30 milliards d'euros et cela sur les marchés financiers, pour refinancer des prêts obligataires, cependant les taux d'intérêts exigés par les investisseurs sont à des niveaux très élevés du fait de la situation dans le pays. Récemment, le déficit public de 2010 a dû être corrigé à la hausse à plus de 10% du Produit intérieur brut, la grave récession économique empêche l'argent des impôts de rentrer autant que prévu



dans les caisses de l'État, et les privatisations promises par le gouvernement pour renflouer les comptes publics n'ont pas encore commencé.

## AU SECOURS ENCORE UNE FOIS

La Grèce recevra une nouvelle aide de 12 milliards d'euros, le 29 juin prochain, sachant qu'elle a été sauvée il y a un an de la banqueroute

par un plan d'aide international associant le FMI et l'Europe. "Si le décaissement du FMI d'ici au 29 juin ne peut être réalisé, le FMI part du principe que les Européens vont le remplacer et prendre à leur charge la portion revenant au FMI", a souligné le président de l'Eurogroupe. "Mais ce ne sera pas possible car dans certains parlement nationaux, en Allemagne, Finlande,

Pays-Bas et d'autres pays, on n'est pas prêt à faire cela", a-t-il dit.

N'étant actuellement pas en mesure de se refinancer elle-même, la Grèce recevra un nouveau plan d'assainissement budgétaire, à la demande de l'Union Européenne et du FMI, combinant accélération des privatisations et durcissement des mesures de rigueur.

*Ikrane B.*

GRANDE-BRETAGNE

# Les réductions des dépenses continuent de dominer le débat sur la croissance

L'AMPLEUR et le rythme des réductions des dépenses publiques et leurs répercussions sur l'économie continuent de dominer le débat en Grande-Bretagne où l'opposition propose un "plan B" pour sortir le pays du marasme. De plus en plus, des experts regroupés au sein d'un "Conseil des Sages", des Parlementaires et des représentants de partis ou d'Unions syndicales, appellent le gouvernement à réduire l'ampleur et le rythme des réductions budgétaires, sous peine de compromettre sérieusement les chances de la croissance économique de la Grande Bretagne. Ils demandent depuis plusieurs mois au gouvernement qui veut éliminer le déficit structurel d'ici à 2015 grâce à une combinaison de la hausse des impôts et des réductions de dépenses, d'élaborer un "plan B" si son approche ne fonctionne pas. Cette idée de "plan B", proposée au gouvernement, a

fait son apparition récemment dans les débats économiques en Grande-Bretagne. Elle traduit le doute des représentants de plusieurs tendances de voir aboutir la stratégie économique du gouvernement. Selon un grand nombre d'experts, des compressions budgétaires excessives risquent de miner une économie déjà faible. "Elles pourraient également faire monter le niveau des emprunts et de rendre plus difficile encore une réduction du déficit public", ont-ils averti.

Ils reprochent au ministre des Finances sa "rigidité" dans sa politique, l'exhortant à changer d'attitude. Par ailleurs, l'OCDE a affirmé que le département britannique des Finances aurait le "mérite d'ajuster ses plans pour faire face à des perspectives économiques dégradées". Cette Organisation a abaissé mercredi ses prévisions de croissance au Royaume-Uni au cours des

deux prochaines années, prévoyant pour l'économie britannique un taux de crois-

sance de 1,4% en 2011 et 1,8% en 2012, soit des taux inférieurs à ceux de la

Banque d'Angleterre qui sont respectivement de 1,7% et 2,5%.

RUSSIE

## Emission d'obligations islamiques à partir de juin

LA RUSSIE, où les banques islamiques ne peuvent actuellement pas opérer, compte attirer les capitaux arabes en émettant en juin des "sukuk" (obligations islamiques), une initiative du Tatarstan, République à majorité musulmane du centre du pays. Les premiers "sukuk", qui doivent être mis sur le marché le 20 juin à Kazan, la capitale du Tatarstan, seront adossés à la construction dans cette ville d'un centre d'affaires, pour un montant de 200 millions de dollars. "Les sukuk sont garantis par le gouvernement du Tatarstan, l'opérateur sera basé au Luxembourg et nous savons que le marché international est prêt à acheter" a assuré Linar Yakoupov, l'un des promoteurs du projet. La Banque Islamique de Développement, basée à Djeddah en Arabie Saoudite, des banques du Moyen-Orient, de Malaisie et des banques russes ont déjà manifesté leur intérêt pour ce projet pilote, selon lui. Le ministère russe des Finances a indiqué "soutenir l'émission d'obligations islamiques au Tatarstan, une première en Russie" mais a relativisé l'intérêt de la chose en rappelant que "les capitaux arabes sont déjà présents en Russie".

ZONE EURO

## Léger repli du sentiment économique en mai

LE SENTIMENT économique dans la zone euro se dégrade en mai, selon des données de la Commission européenne: l'indice ESI ressort à 105,5 ce mois-ci, marquant une baisse de 0,6 point par rapport au mois précédent. Sur l'ensemble de l'Union européenne, cet indicateur se stabilise à 105,4. Parmi les principaux pays, l'Italie (-2,7) et la France (-1,9) accusent des baisses de leurs indices alors que celui de l'Allemagne reste presque atone (-0,1) et que celui du Royaume Uni progresse de 2,6 points. Au niveau de l'Union européenne, Bruxelles précise que la confiance dans l'industrie recule, à l'inverse de celle des ménages, et qu'elle se stabilise dans les secteurs de la distribution et de la construction.

LIBYE

# Demande d'arrêter les bombardements

La situation s'aggrave en Libye. L'Union africaine a demandé à l'Otan d'arrêter de bombarder, par un cessez-le-feu immédiat.

IL DEVIENT urgent de trouver une issue à ce conflit, les forces du colonel Kadhafi n'ont cessé de bombarder Misrata depuis plusieurs jours.

Les pays occidentaux doutent et estiment qu'il est préférable d'user le régime à petits pas tout en essayant de détruire les centres de commandements des forces du colonel, comme l'a



indiqué un représentant américain du département de la Défense. Si l'Alliance Atlantique espère que l'intensification de ses frappes finira par pousser Mouammar Kadhafi à

quitter le pouvoir et la Libye, l'Union africaine (UA) n'est pas du même avis, elle a demandé à l'Otan de cesser ses bombardements. " Cela fait partie des exigences pour que des solutions

politiques deviennent possibles ", a expliqué le commissaire de l'UA. Abdallah Alzubedi a toutefois tenu à souligner le rôle primordial qu'a joué l'Alliance après avoir pris les commandes

de l'intervention internationale dans ce pays. " Sans l'Otan, nous aurions été témoins de massacres en Libye similaires à ceux qui se déroulèrent au Rwanda (en 1994). L'Otan a essentiellement ciblé des positions militaires pour protéger les civils (...) qui sont toujours attaqués par le régime dans de nombreuses villes ", a-t-il ainsi affirmé.

**SARKOZY ET OBAMA DÉTERMINÉS À FINIR LE TRAVAIL**

En marge du G8 de Deauville, dans le nord-ouest de la France, le président américain Barack Obama a déclaré, hier, que la France et les États-Unis sont déterminés à "finir le travail" en Libye. "Nous avons la même détermination à finir le travail", a-t-il affirmé à la presse au sujet du conflit en Libye. Le G8 a estimé, hier, que le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a "perdu toute légitimité" et qu'"il doit partir".

Mohamed G

YÉMEN

## Nouvelle journée de violences

LES COMBATS entre partisans du plus puissant chef tribal du Yémen et des troupes fidèles au président Ali Abdallah Saleh ont baissé en intensité jeudi à Sanaa. Mais ils risquent de reprendre avec plus d'intensité encore ce vendredi, jour de prière et de mobilisation des partisans comme des adversaires de Saleh. En trois jours, ils ont

fait au moins 68 morts, dont 24 pour la seule journée de mercredi. Face à ces violences, la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé "immédiatement" les combats et réclamé de nouveau le départ du président yéménite, après un ordre des États-Unis aux familles de leur personnel diplomatique et employés non

indispensables de quitter le Yémen. La chef de la diplomatie de l'UE, Catherine Ashton a fait de même. "J'espère que le président Saleh écartera les demandes du peuple yéménite et des amis du Yémen. Il est temps qu'il montre son véritable engagement pour une transition pacifique et ordonnée. Il est temps pour le président

Saleh de transférer le pouvoir maintenant". La France a "déploré" les "combats en cours dans la ville de Sanaa" et attribué à Ali Abdallah

Saleh "l'entière responsabilité" de l'impasse politique, née de son refus de signer un plan de transfert du pouvoir des monarchies du Golfe.

CHINE

## Les autorités sortent les ciseaux de la censure

TROIS bâtiments administratifs de la petite ville de Fuzhou, dans la province du Jiangxi, ont été frappés par des explosions, faisant au moins deux morts et plusieurs blessés. L'incident a été dans un premier temps rapporté par l'agence chinoise Xinhua, qui évoquait un attentat commis par un fermier mécontent, les autorités ont censuré toute information sur cette explosion. Les détonations se sont produites à quelques minutes d'intervalle entre 9 heures et 10 heures, heure locale. Dans sa dépêche, postée sur le site de l'agence, Xinhua rapportait qu'il s'agissait de bombes placées devant trois bâtiments du gouvernement local par un fermier qui se considérait comme lésé dans le cadre d'une affaire judiciaire. La dépêche a été supprimée dès 13 heures, heure locale, mais elle avait déjà été reproduite par différents médias étrangers. Une vidéo amateur, tournée juste après l'incident devant le bâtiment principal des autorités du district du Linchuan, a été postée brièvement sur le site d'échange de vidéos chinois Youku, avant d'être supprimée. L'un de nos observateurs en Chine avait toutefois sauvegardé ce fichier vidéo, qu'il nous a fait parvenir.

SCHENGEN

## Mise en garde de Frontex concernant les contrôles aux frontières

L'AGENCE européenne de surveillance des frontières Frontex a lancé mercredi dernier une mise en garde contre les idées de rétablir les contrôles aux frontières internes de la zone Schengen face au risque d'une immigration massive à la suite des troubles en Afrique du Nord. "Nous ne pourrions pas résoudre le problème même en construisant une clôture. Une clôture n'est pas une solution", a déclaré le directeur de Frontex Ilkka Laitinen, lors d'une conférence à Varsovie où se trouve le siège de l'agence. "La solution la plus durable est de s'attaquer aux causes", a-t-il estimé. Selon M. Laitinen, il est essentiel pour les gouvernements européens d'associer le débat sur les migrations aux discussions sur la politique étrangère, le commerce et les politiques de développement, pour aider les régions comme l'Afrique du Nord. La vague des migrants qui risquent leur vie pour traverser la Méditerranée et la montée de partis d'extrême droite ont suscité un retour à l'idée de rétablir des contrôles à l'intérieur de l'espace Schengen constitué de 25 pays.

PUBLICITE

Pour vos projets ANSEJ-CNAC-ANDI

### CHINA GLOBAL SOURCING

VOUS PROPOSE

Des équipements Industriels pour Limonaderies-  
Unités de Jus de Fruit- Biscuiteries - Conserveries  
& Tous types de machines Industrielles

Contactez-nous en FRANÇAIS- ANGLAIS- ARABE- CHINOIS

+86 132 6282 9996 e-mail:eacg.sourcing@hotmail.com

Room 610, Building 5, Lane 617 Panyu Rd. Shanghai. China

# Villas - Terrains Appartements

## Locations-Achats-Ventes



### Terrain

**Vente** terrain Boumerdès, Ouled moussa 3000 m<sup>2</sup>. (kwadria) côté chebacheb vente d'une plaque de 3000m<sup>2</sup> possibilité de morcellement.

**Prix : 16 000 DA / m<sup>2</sup> Négociable**

**Vente** terrain Alger, Dar El Beïda Ben Choubane : vend un terrain, sup. 170m<sup>2</sup>, avec acte dans l'indivision.

**Prix : 3.5u/m<sup>2</sup> (35 000 DA / m<sup>2</sup> Fixe)**

**Vente** terrain Tipaza, Khemisti 2 000 m<sup>2</sup>. Bousmail;lotissement Khemisti;Vend un terrain sup 2 000m<sup>2</sup> avec façade de 40m, acte.

**Prix:1.8u/m<sup>2</sup>**

**Vente** terrain Alger, Bouzaréah 288 m<sup>2</sup>. vend un beau lot de terrain a Bouzaréah pas loin de " Air de France " légèrement incliné, clôturé

**021461921/021461923/0771516847**

**Vente** terrain Alger, Birkhadem 500 m<sup>2</sup>. Agence immobilière LE PAVILLON vend un lot de terrain commercial a Tixeraine en face Soficléf 3 façades avec acte et permis R+3.

**tel 0661 53 99 10**

**Vente** terrain Alger, Khraïssia 150 m<sup>2</sup>. Labelimmo vend à Khraïssia dans un nouveau lotis (sur axe autoroute), des terrains de 150, 180, 200m<sup>2</sup> avec deux façades (Eau, Gaz, Electricité assurés) dans un site très ensoleillé, avec des actes dans l'indivision.

**Prix:4 U/m<sup>2</sup>**

**Vente** terrain Alger, Ouled Fayet 184 m<sup>2</sup>. Labelimmo vend à Ouled Fayet (centre-ville) des lots de terrain d'une superficie de 300, 200, 180 m<sup>2</sup>toutes commodités avec acte.

**Prix:100 000 DA/m<sup>2</sup>.**

**Vente** terrain Alger, Baba Hassen 200 m<sup>2</sup>. Labelimmo vend à Baba Hassen lotis Sidi Lahsen 2 (-) un lot de terrain de 200 m<sup>2</sup> avec une façade de 12m toute commodité. papier:décision administrative.

**Prix:1 Milliard 250 U.**

**Vente** terrain Alger, Draria terrain 337m<sup>2</sup> 1 façade toute commodité avec tous les papiers à Draria centre-ville prix 120 mille m<sup>2</sup> NG contactez-nous .

**Vente** terrain Alger, Hussein Dey 340 m<sup>2</sup> Brossette : terrain, 340 m<sup>2</sup> avec villa coloniale à démolir, avec acte.

**110000 DA / m<sup>2</sup> Négociable**

**Vente** terrain Alger, Baba Hassen terrain 1 470m<sup>2</sup> +villa R+1 avec acte entre Baba Hassen et Ouled Fayet bon prix 7 milliard NG contactez-nous .

**Vente** terrain Alger, Mohamadia 100 m<sup>2</sup>. Tamaris : terrain, sup : 100 m<sup>2</sup>, avec deux façades,toutes commodités, avec acte.

**prix : offert:1 350u demandé:1500u/ferme**

**Vente** terrain alger birtouta 315 m<sup>2</sup> Ouled Chebel avec acte et livret foncier sup 315 m<sup>2</sup> viabilisé très calme TTC

**25000 DA le m<sup>2</sup>  
tel 021 83 65 56 021 83 66 51  
0662 14 99 90 0550 86 60 91**

### Locaux

**Location** local Alger, Ain Naadja 36 m<sup>2</sup>. Location local Ain Naadja Safsafa pour dépôt.

**tel : 0778 19 03 89**

**Prix : 20 000 DA Négociable**

**Location** local Alger, Birtouta 16 m<sup>2</sup>. Agence immokame met en location un local de 16m<sup>2</sup> a Birtouta sur route commerciale en face du lycée,

**prix demandé 25 000 DA/mois neg pour d'autres produits consulter notre site : www.immokame.com**

**Location** local Alger, Alger-Centre Loue local 30m<sup>2</sup> + souspente a côté Didouche Mourad

**Prix : 25 000 DA**

**Négociable**

**Location** local Alger, Dar El Beïda 400 m<sup>2</sup> route de la zone industrielle

**Prix : 90 000 DA**

**Négociable**

**Location** local Alger, Bachdjerrah 32 m<sup>2</sup>. Très beau local au centre commercial HAMZA avec mezzanine local numéro 52 , avec parking + ascenseur + mosquée.

**Pour plus d'informations téléphoner au 0551200404**

**Prix : 55 000 DA**

**Location** local Alger, Hydra Loue local 180m<sup>2</sup> Sidi Yahia bien aménagé idéal pour toutes les activités

**42 nég**

**Location** local Alger, Gué de Constantine

Loue un local sup 20 m<sup>2</sup> sur artère secondaire

**Prix : 10 000 DA**

**Location** local Alger, Staoueli Staoueli:Loue un local commercial sup 40 m<sup>2</sup> avec sanitaires, bien situé en bord de route.

**Prix: 3.5u**

**Vente** local Alger, Gué de Constantine vend local de 38 m<sup>2</sup> à Aïn Naädja "el karass" avec décision (porte).

**Prix : 250U négociable**

**Vente** local Alger, Alger-centre Local de 64 m<sup>2</sup> R+1 au boulevard Krim Belkacem Télémy très bien situé.

**Prix : 2milliards 0556058297 0799281980**

**Vente** local Alger, Alger-centre 100 m<sup>2</sup>. 1 étage .Mustapha Ben Boulaid tel : 0799281980

**Prix : 3 300 Millions Centimes**

### Niveau de villa

- **Location** niveau de villa, Alger Dely Brahim loue f3 sup 100m avec ttc , garage

**prix: 6u nég**

- **Location** niveau de villa ,Alger Dely Brahim 120 M<sup>2</sup> . 3 pièces . Le Repos loue NV F3 RDC T.C entrée indépendante Hai El Moustakbel Dely Brahim.

**prix: 75u neg**

- **Location** niveau de villa, Alger Kouba 50 M<sup>2</sup> . 3 pièces . AGENCE LYDIA LOUE ETAGE DE VILLA RDC 50M2 CÔTE BLANCHE A USAGE PROFESSIONNEL PRIX

**18000DA FERME TEL 0662075113**

- **Location** niveau de villa , Alger Ain Naädja 80 M<sup>2</sup> . 2 pièces . loue un f2 niveau de villa rdc Ain Naadja (Safsafa)avec garage prix:3U neg

- **Location** niveau de villa , Alger Draria 204 M<sup>2</sup> . 4 pièces . 1 étage .Agence immobilière la ruche loue un beau niveau de villa + garage à DRARIA au 1er étage sup 204 m<sup>2</sup> ,toutes commodités ,prix 8u contactez-nous au

**0557679254 / 0773324127**

- **Location** niveau de villa , Alger El-Biar 3 pièces . Loue niveau de villa situé à El Biar (scala) sur la route nationale ,3 chambres ,toilettes hommes et femmes ,conviendrait très bien pour un cabinet ou des bureaux

- **Location** niveau de villa , Tipaza Fouka 3 pièces . Fouka- ville:bureau d'affaires la frégate loue un niveau de villa composer de 3 pièces,cuisine et une terrasse avec toutes commodités.

**prix:2200/mois**

- **Bureau** d'affaires la frégate : cherche tous produits immobiliers dans la wilaya de Tipaza.

**Vente** niveau de villa ,Alger Cheraga 150 M<sup>2</sup> . 5 pieces . AG LE RITZ vend un niveau de villa à Cheraga pas loin de l'hotel l'Emir (EN CLOS ET COUVERT) d'une superficie de 150m<sup>2</sup> avec un espace pour garage pour 2 voitures avec 3 terrasses et 2 facades manque de soleil convient pour cabinet médical ou laboratoire... **prix:1750 négociable.**

**Tél : 021461921/021461923/0771516847**

- **Vente** niveau de villa ,Tipaza Fouka 70 M<sup>2</sup> . 2 pièces . Fouka :bureau d'affaires la frégate vend un niveau de villa, en RDC ,2 pièces,cuisine, Véranda, endroit très calme ,toutes commodités.avec acte. prix : 580 millions.

### Duplex

- **Location** Duplex ,Bir Mourad Rais 230 M<sup>2</sup> . 5 pièces . 2 étages .Le Repos loue duplex F5 2ème et 3ème étage avec ascenseur fini top T.C avec garage résidence gardée clôturée H24 Bir Mourad Rais.

- **Location** Duplex Alger , Dely Brahim loue un duplex sup 200m composée de 7p avec cour **prix 15u neg**

- **Location** Duplex Alger , Hydra 220 M<sup>2</sup> . 10 pièces . 1 étage

.L'Agence Nari, l'immobilier Net et Perfect, loue à résidence Chaâbani un superbe duplex en F10 et avec garage , refait top . Prix : 35u

**Tel : 021 44 76 49**

**Fax: 021 56 56 22**

**Mob: 0550 54 56 68**

**Site web: www.nari-**

**immobilier.com**

**Email : info@nari-**

**immobilier.com**

- **Location** Duplex Alger , Draria 145 M<sup>2</sup> . 6 pièces . 2 étage .Arc en ciel loue joli duplex à Draria, chemin des crêtes, idéal pour habitation ou bureaux, 6 pièces, entrée indépendante, garage 2 voitures.

RDC : F5, cuisine salle de bain 1er : studio cuisine salle de bain avec terrasse.

**prix : 6.2 u/nég**

**Vente** Duplex Alger, Cheraga 171 M<sup>2</sup> . 6 pièces . 3 étages .Vend très joli duplex à Chérage Les Dunes, 3e et 4e dernier étage, superficie 171 m<sup>2</sup>, refait à neuf, 6 pièces, sans vis-à-vis, 2 façades,

vue sur mer et montagne, endroit très calme.

1er niveau : cuisine ouverte sur le salon, sdb, et terrasse.

2e niveau : 4 pièces, sdb, balcon.

**prix : 2650U nég.**

- **Vente** Duplex Alger,Bir Mourad Rais Le Repos vend plusieurs duplex finis top de type F5 différents étages plusieurs superficies (entre 160 m<sup>2</sup> et 230 m<sup>2</sup>), T.C cuisine équipée top avec garage. nouvelle résidence finie top gardée clôturée H24 Bir Mourad Rais. Papier: acte + livret foncier.

**Prix: entre 3700 U et 4900 U .**

CENTRE CULTUREL FRANÇAIS D'ALGER (CCF)

# Jean Sénac, le poète clandestin

Le week-end dernier, le Centre culturel français d'Alger (CCF) rendait un hommage posthume au défunt poète Jean Sénac à travers la projection d'un film qui porte son nom d'Eric Sarnier (Fr, 2010). Ami de l'Algérie, pour les indépendances, homme de gauche et humaniste convaincu, Jean Sénac est l'un des poètes français qui s'est très tôt engagé contre son pays hégémonique, pour la liberté du peuple algérien. En septembre 2004, lors du 9<sup>e</sup> Salon du Livre d'Alger, le CCF lui rendait un hommage posthume à travers les "Journées Sénac".

TOURNÉ en Tunisie et en Algérie, avec l'acteur Charles Berling, "Le Soleil assassiné" était visible à la 60<sup>e</sup> Mostra de Venise 2003. Des spectacles dont "Entre soleil et Chardon" dirigé par Jacques Miel, "Jean Sénac, l'enfant désaccordé" mis en



scène par Marie-Paule André, des films dont le fameux, "Le Soleil assassiné" d'Abdelkrim Bahloul, "Le Forgeron du soleil" d'Ali Akika, des photographies d'Yves Jeanmougin prises sur les lieux qui ont marqué la vie du poète et une installation d'Arezki Larbi... ont été proposés durant plusieurs jours. Pour la circonstance un excellent livre, rassemblant des photos, des textes inédits de son œuvre poétique, des témoignages de ses amis, a été en outre publié. Né en 1926 à Béni-Saf, de père

inconnu, le poète Jean Sénac fut également le chroniqueur attentif et l'agitateur infatigable de la vie intellectuelle de son époque. Ami d'Emmanuel Roblès et de Sauveur Galiéro, Jean Sénac est l'auteur d'un grand nombre d'articles sur la littérature et les arts, d'émissions radiophoniques dédiées à la poésie et d'autant de prises de positions publiques. En 1954, année du déclenchement de la guerre d'Algérie, Jean Sénac voit ses poèmes publiés par Albert Camus chez Gallimard, avec une préface de

René Char. Demeurant en France durant le conflit, ce compagnon des indépendantistes rompt ensuite avec Camus, à qui il conserve une "profonde et dramatique affection", puis retourne au pays en 1962 et opte pour la nationalité algérienne. Nommé conseiller du ministre de l'Éducation de la jeune république, Sénac lance une nouvelle émission de radio qui s'intitule, "Le Poète dans la cité", il ouvre la Galerie 54 avec Mohammed Khadda et publie "La Rose et l'Ortie". Il connaît la disgrâce

après le coup d'Etat de juin 1965 et démissionne de l'Union des Écrivains Algériens, à la tête de laquelle il avait été porté en 1963 aux côtés de Mouloud Mammeri. Jean Sénac réalise alors une nouvelle émission radiophonique baptisée "Poésie sur tous les fronts" et se remet à publier avec Citoyens de beauté (1967). Auteur d'une Anthologie de la nouvelle poésie algérienne (1971), il n'a jamais cessé de prodiguer ses encouragements à toute une génération de jeunes plumes et de peintres. En 1972, la diffusion de son émission est interrompue par la direction de la chaîne. Jean Sénac alias Yahia El-Ouahrani (Jean l'Oranais), le poète homosexuel qui signait d'un soleil, est mort assassiné le 30 août 1973 à Alger dans des circonstances encore mal élucidées. Au jour de sa mort, dans sa "cave-vigie" du 2 rue Elisée-Reclus (aujourd'hui Omar Amimour), sa naturalisation n'avait toujours pas abouti. Plus de trente ans après, sa brutale disparition continue d'alimenter la discussion sur le sort fait aux intellectuels dans le pays et aux promesses non tenues de l'indépendance. En septembre 2003 à Alger, une exposition de la Bibliothèque nationale d'Algérie présentait une partie du fonds Jean Sénac, "déposé en exécution de son testament" avait tenu à rappeler l'écrivain et ex-directeur de la B.N Amin Zaoui. En octobre, c'était au tour du festival des Francophonies en Limousin d'accueillir la création de Nous sommes à l'orée d'un univers fabuleux, à partir de textes de ce "clandestin des deux rives", dans une mise en scène d'un natif d'Alger : Hervé Loichemol.

Rachida Couri

L'AFRIQUE DANS TOUS LES SENS : UN PROJET CULTUREL D'ENVERGURE

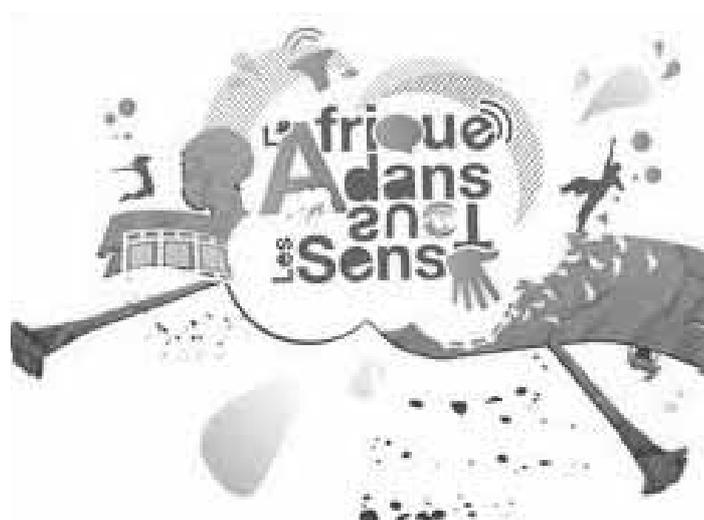
## Le festival se déroule du 10 mai au 5 juin

UN PROJET plus ambitieux. La deuxième édition du festival L'Afrique dans tous les sens a débuté le 10 mai dernier. Au programme cette année, des concerts, conférences, films, contes, gastronomie, spectacles de rue, etc. Les événements se déroulent à La Bellevilloise, aux Musées Montparnasse et du Quai Branly, à Paris. Parmi les artistes présents, Habib Koité, Ray Lema, Daara J Family, Mariana Ramos et bien d'autres.

Des conférences, débats, expositions et ateliers sont aussi organisés pour servir la cause culturelle africaine. Un événement "familial". Seydou Guèye, directeur artistique, programmeur et co-fondateur du festival, affirme que L'Afrique dans tous les sens est vécue par les artistes qui adhèrent au projet comme une formidable "expérience humaine".

Un sentiment qui se manifeste dans "l'ambiance" des concerts. Quelques artistes tels que Karlos Rotson quartet ou Habib Koité ont ouvert les festivités qui prendront fin le 5 juin prochain. Plusieurs pays d'Afrique et de la Caraïbe sont représentés.

Quelques films comme L'Afrique au féminin, des expositions photographiques et plastiques, des débats autour de "l'oralité africaine" et du "patrimoine" dans le continent noir enrichissent le projet culturel. La structure de produc-



tion Safoul, créée en 2001 avec quelques partenaires dont Afrik.com a permis cette rencontre. Selon Seydou Guèye, cette année, c'est la seconde édition de L'Afrique dans tous les sens.

Le concept est le même que pour la précédente. Plusieurs événements qui se déroulent dans divers lieux pour créer

des passerelles avec le public. Nous avons réfléchi au projet pendant deux à trois ans. Six éditions ont déjà eu lieu entre 1996 et 2001. Nous avons repris le projet maintenant que nous disposons de plus de financement. Durant la précédente version, les événements avaient lieu au même endroit. Pour le directeur

artistique de ce rendez-vous, le choix de ce nom générique du festival définit le fait qu'il met le spectateur en éveil au fil du temps au travers des concerts, la littérature, le cinéma, la gastronomie.

Ce projet est capital car il permet de palier à la méconnaissance de l'Afrique. "Les événements se construisent au fil du temps. Le festival est organisé en trois étapes. Du 10 au 15 mai, les choses se passent principalement à La Bellevilloise (site événementiel à Paris). La seconde phase est le musée du Quai Branly du 19 au 29 mai, et enfin les expositions au Musée Montparnasse du 19 mai au 5 juin.

Après, pour produire les artistes, il faut déjà les connaître. Nous rencontrons les groupes avant. Les artistes qui adhèrent au projet le considèrent comme un événement familial.

Il y a une très importante dimension humaine. L'ambiance en termes de prestation est très chaleureuse. Nous sommes parvenus à rassembler 6000 personnes en 2010.

Nous espérons 15 000 cette année." espère-t-il en reconnaissant qu'entre "1996 et 2001, nous n'avions pratiquement aucune aide. Le festival que nous organisons alors a néanmoins tenu cinq ans. En fait, les subventions sont un plus, pareil pour les partenaires. Nous faisons des propositions, après si le concept plaît, tant mieux."

**36 895**

**LE MINISTRE** du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Tayeb Louh, a annoncé, avant-hier, la création de 18 491 micro-entreprises pendant la période allant de 2005 à 2010, ayant contribué à la création de 36 895 nouveaux postes d'emploi. Le ministre, qui intervenait lors des travaux du 2<sup>e</sup> Colloque international sur l'autonomisation de la femme à travers l'entrepreneuriat, a indiqué que ces micro-entreprises avaient été créées dans le cadre de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej) et de la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac) ainsi que d'autres dispositifs relatifs à l'emploi.

# LE MAGHREB

## Le Quotidien de l'Économie

### PARTENARIAT ALGÉRO-FRANÇAIS

## Un projet stratégique de cinq milliards de dollars

**Le Forum de partenariat algéro-français, prévu les 30 et 31 mai à Alger, vise à développer les investissements français en Algérie, notamment dans le domaine des PME, a indiqué, jeudi, le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, M. Mohamed Benmeradi.**

"LE FORUM de partenariat algéro-français des 30 et 31 mai prochains, participe justement de cette volonté de développer les investissements français en Algérie notamment dans le domaine des PME". Le ministre indiquera, par ailleurs, que ses rencontres avec les représentants des entreprises à Paris, en avril dernier, et avec les institutions françaises, lui ont confirmé l'intérêt que porte la communauté des hommes d'affaires français à l'investissement en Algérie. Le Forum de partenariat algéro-français constituera, également, selon lui, une occasion pour évaluer le travail du Comité de suivi pour le développement des partenariats et

des projets d'investissement algéro-français, mis en place fin 2010, aux fins de faire aboutir des projets de partenariat considérés comme prioritaires par les deux pays. Coprésidé par M. Benmeradi et l'ancien Premier ministre français, M. Jean-Pierre Raffarin, ce comité a choisi de contribuer à la concrétisation, essentiellement, des projets de partenariat Alstom-Ferrovial-EMA, Sanofi-aventis, Saint Gobain-ALVER, Total-Sonatrach, Renault et Gica-Lafarage.

Sur l'état d'avancement de ces dossiers, M. Benmeradi a laissé entendre qu'ils avaient tous avancé, et qu'il n'y avait pas de dossiers qui fâchent. Il s'agit, tant pour la partie algérienne que française, de bien défendre ses intérêts et de trouver un espace de convergence. Pour ce qui est du projet pétrochimique que Sonatrach négocie avec le groupe français Total, il expliquera que l'accord-cadre qui fixe les échéances, les obligations et les conditions réciproques entre les deux parties, sera prorogé afin de permettre à la société nationale des hydrocarbures de finaliser l'étude de faisabilité déjà engagée. L'annonce de la reconduction de cet accord-cadre, qui expire en juillet prochain, pourrait être faite lors de la visite en Algérie de M. Raffarin, prévue les 29 au 31 mai prochains. Il s'agit d'un projet stratégique qui avoisine les 5 milliards de dollars. Il pourrait être générateur d'une filière de

l'industrie pétrochimique importante et faisant appel, à terme, à un grand nombre de PME algériennes, a-t-il relevé. Aussi, le ministre a indiqué que les négociations avec le groupe français Renault pour l'implantation d'une usine en Algérie avaient atteint leur vitesse de croisière. Il estimera, toutefois, qu'un projet "d'une telle ampleur nécessite d'avancer sûrement, car il engage sur le long terme et aura un effet de levier sur d'autres industries telles que l'acier, la fonderie, la plasturgie, les pneumatiques...etc". Pour ce qui est du projet de partenariat entre les français Alstom et les firmes algériennes

Ferrovial et l'Entreprise du Métro d'Alger (EMA) pour la fabrication et la maintenance de rames de tramway à Annaba, M. Benmeradi a estimé qu'"il est concrètement engagé. La société a été constituée et les équipes dirigeantes sont à pied d'oeuvre à Annaba". Le projet Sanofi-aventis, dont l'objectif est de réaliser une unité de production de médicaments à la nouvelle ville de Sidi Abdallah, a lui aussi abouti après que le Conseil national de l'investissement ait donné son accord pour sa concrétisation. Toujours selon le ministre, les difficultés qui entravaient la concrétisation du projet Saint

Gobain, qui consiste à privatiser l'entreprise algérienne EPE-ALVER, ont été aplanies et il devrait y avoir, lors de la prochaine visite de M. Raffarin en Algérie, la signature de l'accord scellant cette opération. Enfin, pour ce qui est du dossier ciment, le ministre a fait savoir que des équipes travaillent actuellement pour développer un partenariat plus élargi entre le français Lafarge et le groupe public cimentier algérien Gica. Outre, la production de ciment, la joint-venture permettra aussi de produire du béton, selon le ministre.

Hiba B.

### L'HABITAT SUIT LES AUTRES SECTEURS

## Hausse de 65% à 90% des indemnités

"COMME le reste des secteurs, nous avons obtenu un régime indemnitaire de choix qui prévoit des taux d'augmentation d'indemnités de 65%, 80% et 90%", a annoncé, jeudi, à Alger, M. Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, en marge d'une réunion avec les directeurs de l'urbanisme et de la construction (DUC) consacrée à la vulgarisation des textes régissant ce nouveau régime. Le nouveau régime indemnitaire sera appliqué avec effet rétroactif à partir de janvier 2008, a assuré le ministre. Les architectes et les ingénieurs bénéficient, à ce titre, de 90% d'augmentation, le taux d'indemnité le plus élevé, prévu par ce régime. En général, ces taux seront calculés en fonction des tâches et des missions exécutées par les fonctionnaires du corps technique spécifique à l'administration chargée de l'habitat et de l'urbanisme, poursuit-il. Certaines directions du logement et des équipements publics (DLEP) ont déjà entamé l'application de ce nouveau régime, a fait savoir le ministre. D'ailleurs, note-t-il, la réunion tenue mercredi dernier avec les DLEP a fait état d'un taux d'application de 30% des nouvelles mesures au niveau de ces directions. Le nouveau régime sera appliqué "sans difficultés" puisque les crédits alloués à ces augmentations de salaires sont déjà inscrits dans la loi de finances complémentaire pour 2011, a rassuré, à ce propos, M. Moussa. Les réunions avec les DLEP et les DUC viennent accélérer la mise en œuvre de ce régime suite aux "mouvements de protestation enregistrés ces deux derniers mois au niveau de certaines directions du secteur", a signalé M. Moussa aux 48 DUC présents à cette réunion, soulignant que les revendications de ces fonctionnaires "sont justes". Le nouveau régime institue, en effet, quatre indemnités différentes relatives à l'amélioration de la performance, au service technique, au suivi et gestion des projets et à l'inspection et au contrôle.

W.K.

## Post scriptum

Par B. Chellali

### Tripartite : construire un environnement sain

La réunion de la tripartite, qui s'ouvre aujourd'hui, intervient dans une conjoncture particulière, où le pays s'achemine vers plus de réformes, renoue avec l'esprit démocratique collectif, tout en engageant une dynamique de forte relance économique. Cette démarche à tous les niveaux relève l'importance de cette concertation - dialogue entre le gouvernement et ses

partenaires, afin de réunir les conditions d'un développement économique et social plus soutenu. Face aux défis et à toutes les préoccupations, la tripartite, en tant que force de proposition, est en mesure d'apporter une "contribution significative" et positive au traitement des contraintes qui se posent. C'est d'ailleurs l'un des consensus qui se dégagent des récentes déclarations des partenaires du gouvernement, qui mettent l'accent sur l'identification avec l'exécutif de nouveaux mécanismes mieux appropriés pour faire "perdre" aux crises toute leur ampleur. Un tel consensus interpelle l'ensemble des partenaires économiques et sociaux pour la mise en place urgente de plans d'action aptes à limiter la dépendance en besoins économiques du pays, redonner à l'entreprise sa place dans le tissu économique et construire un environnement sain au grand bénéfice de tous ainsi que l'obli-

gation pour le gouvernement de prendre les mesures nécessaires afin de répondre à toutes les questions préoccupantes du monde de l'économie et du travail. La question du dialogue social est révélatrice de profonds changements du rôle et de la place du syndicat et du patronat et pose le problème du comportement mutuel avec le gouvernement dans le cadre d'un nouveau contexte socioéconomique. Il convient de rappeler dans ce sens que la Centrale syndicale de l'UGTA défend la sauvegarde d'un certain modèle social, c'est-à-dire celui qui consiste à promouvoir la justice sociale et à combattre la pauvreté. "Cela ne veut nullement dire, comme certains pourraient le penser, que ce défit soit une conduite découlant d'une vision conservatrice. Au contraire, défendre un modèle de justice sociale, c'est participer efficacement à une réduction des tensions sociales existantes à

l'état latent, c'est aussi réhabiliter une vie sociétale équilibrée". Il appartient donc à tous les partenaires économiques et sociaux du gouvernement de combattre la tendance à l'indifférence et au cynisme. Faute de quoi, il est à craindre que ne se développe une culture de désespoir qui risque de déstabiliser l'équilibre de la société. La recomposition de l'environnement économique et social impose, en fait, un comportement plus engagé sur les salaires, les conditions de vie et de travail, le rôle des entreprises. La riche expérience acquise par la tripartite est à même de faire valoir une refondation qualitative des objectifs fixés par le président de la République lors du Conseil des ministres du 2 mai dernier, notamment lorsqu'il a précisé que la tripartite devrait être chargée de l'examen des questions sociales.

B.C.

**Control 900**  
Le plus grand des petits forfaits

700 DA DE CRÉDIT + 300 MN DE BONUS

Djezzy Control, les avantages de l'Abonnement et de la Carte

DJEZZY  
L'Algérie  
www.djezzy.com